

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

LES DEUX CHARTES DU COLLOQUE DE GRENOBLE :

- *Autodétermination*
- *Défense
des libertés individuelles*

Voir en page 3

LA PAIX doit être conquise et non pas attendue

LE général de Gaulle joue une partie serrée et non dépourvue d'habileté. Il n'a encore lâché aucune carte, fourni aucun gage et cependant il a réussi à créer une situation diplomatique qui lui est relativement favorable. Après les déclarations de Bourguiba et l'annonce de contacts secrets avec le F.L.N., il apparaît comme un homme résolument décidé à une paix rapide. Mais lorsqu'on examine les choses de près, on s'aperçoit qu'aucun des problèmes de fond n'a encore été sérieusement abordé et encore moins résolu.

En fait, de Gaulle cherche toujours à occuper une position à partir de laquelle il pourra imposer sa solution au F.L.N. Sans doute a-t-il compris, depuis les manifestations du mois de décembre, qu'il lui faut renoncer à l'apparition prochaine d'une « troisième force » algérienne. Et sans doute a-t-il admis qu'il devra finalement négocier avec le G.P.R.A. Mais il souhaite que celui-ci soit, d'ici là, conduit à renoncer à certains de ses objectifs. C'est pour cela qu'il s'efforce de remplacer la négociation bilatérale entre la France et l'Algérie par une série de discussions franco-algériennes, franco-marocaines et algéro-tuniso-marocaines.

Quand il invite Bourguiba à venir à Paris, il a déjà envoyé deux de ses émissaires en Suisse pour prendre langue avec des émissaires algériens. Cela signifie que, dans son esprit, le voyage de Bourguiba est beaucoup moins destiné à faciliter les contacts (déjà pris) avec les Algériens... qu'à les compliquer. De Gaulle sait parfaitement que Bourguiba et aussi le Roi du Maroc redoutent certains aspects de l'indépendance algérienne et qu'ils ne sont pas à priori hostiles à un condominium franco-maghrébin sur le Sahara. Ce sont des facteurs dont il compte se servir pour les amener à faire pression sur le F.L.N.

Les Tunisiens et les Marocains se prêteront-ils longtemps à ce jeu ? Cela n'est pas absolument sûr. Car s'il est évident que dans la perspective d'une paix assurée, Bourguiba et Hassan II tenteront d'obtenir le maximum d'avantages pour leurs pays, ils ne peuvent rompre la solidarité maghrébine tant que cette paix demeure aléatoire. Aussi ne peut-on écarter l'hypothèse qu'après une série de manœuvres et de contre-manœuvres de Gaulle soit finalement conduit à transformer les contacts « exploratoires » amorcés avec le F.L.N. en début d'une négociation véritable. Mais il faut se garder sur ce point de toute vision euphorique de la réalité algérienne. Les articles parlant de « bonne volonté réciproque », de « désir sincère » de paix, « d'excellente atmosphère » créée par telle ou telle déclaration, relèvent purement et simplement de la Bibliothèque Rose. Nous avons dit, à plu-

sieurs reprises, que nous étions vraisemblablement entrés dans la phase finale de la guerre d'Algérie. Mais la bataille politique qui caractérise cette phase n'en est qu'à ses débuts.

IL nous faut donc plus que jamais nous défier des illusions que répand la propagande gouvernementale et de cet esprit d'attentisme qui a momentanément gagné toute une partie de la gauche. Tant que la guerre ne sera pas terminée, nous ne devons à aucun moment relâcher notre vigilance.

C'est pourquoi nous avons attaché une grande importance au Colloque qui s'est tenu vendredi et samedi derniers à Grenoble. Ce colloque a permis le regroupement de toutes les forces qui, au cours de cet automne, avaient mené une action vigoureuse pour la négociation mais qui s'étaient trouvées divisées dans les semaines qui précédèrent et suivirent le referendum. La présence des dirigeants de la F.E.N. aux côtés des représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de l'U.N.E.F., de ceux du P.S.U. et du Parti communiste ainsi que de certaines personnalités S.F.I.O. (les molletistes étant absents), a montré que le front du 27 octobre pouvait maintenant être ressoudé.

Les positions sur lesquelles les participants du Colloque se sont mis d'accord ne peuvent que recevoir l'approbation de notre Parti. Le Colloque a réaffirmé avec force la nécessité de la négociation avec le G.P.R.A., il a établi une Charte de l'autodétermination et il a apporté une importante contribution au fameux problème des garanties.

Certains auraient souhaité que soient affirmés à ce propos des droits qui limiteraient en fait la souveraineté de la future République algérienne. Mais le Colloque a repoussé cette thèse. Ses participants ont estimé que rien ne devait faire obstacle à une transformation économique et sociale profonde de l'Algérie, transformation qui ne peut être décidée que par les Algériens eux-mêmes. Ce qu'ils ont proposé, ce sont des mesures qui permettraient à la majeure partie de la minorité européenne d'Algérie de faire l'expérience de l'indépendance, et à une autre partie, de s'installer progressivement en France.

Le Colloque ne pouvait pas aller plus loin. Son rôle n'était pas de se substituer aux négociateurs. Il était de montrer que la négociation est possible et qu'elle est la seule solution conforme aux intérêts de nos deux peuples.

Gilles MARTINET

flashes-actualité

FRANCE

● Malgré le scandale du C.N.I., et la lumière qu'il jette sur les bienfaits de l'initiative privée en matière de construction, M. Sudreau, ministre de la Construction, repousse l'idée d'un Service National du Logement. Pourtant M. Sudreau reconnaît l'importance de la spéculation sur les terrains, la construction et la vente des appartements. Il reconnaît que cette spéculation est souvent fondée sur l'aide de l'Etat; il avoue enfin que l'Etat est désarmé en la matière et n'a pas les moyens de contrôler une affaire privée, même s'il s'agit de construction. « Il faudrait pour cela ou bien qu'on change complètement le statut des grandes affaires privées ou bien qu'on donne à la construction un statut spécial. » En effet, c'est bien ce que nous pensons, et c'est bien ce que M. Sudreau refuse; pour des raisons de conjoncture d'abord : « Nous n'avons pas les 10 milliards de NF qui seraient nécessaires pour financer un service national de la construction ».

Complétons ici la pensée de M. Sudreau : ces 10 milliards de NF représentent un an de guerre d'Algérie, ou dix bombes atomiques, dépenses qui contribuent bien plus à la grandeur française que la construction.

Mais le refus de M. Sudreau tient aussi à des raisons de principe : M. Sudreau ne veut pas gêner la construction privée, mais au contraire la stimuler, conformément à la logique du système de la « libre entreprise » qui veut que les entreprises distribuent leurs bénéfices à leurs actionnaires et refilent leurs pertes à l'Etat afin que les contribuables les prennent en charge.

Quels sont donc les remèdes proposés par M. Sudreau ? « Mettre au point pour la prochaine rentrée parlementaire un système qui apportera les moyens de droit permettant de sauvegarder les économies des souscripteurs..., aider par tous les moyens la construction privée à lutter contre certains spéculateurs. » Autrement dit : enterrer le problème et laisser le système dans son état actuel. En même temps, le Pouvoir fait arrêter MM. Pouillon, Ducher et Larrue, c'est fort bien, mais cela ne doit pas détourner notre attention de la vraie question. L'opération Sudreau est en effet claire : il s'agit de mener grand tapage autour des escrocs, pour faire oublier que c'est la liberté illimitée et incontrôlée accordée par les pouvoirs publics aux constructeurs privés qui a permis à l'escroquerie de se développer, et qui permettra d'autres escroqueries si l'Etat ne se décide pas à assumer ses responsabilités et à prendre en charge le secteur du logement. Non, M. Sudreau, la nationalisation de la construction est désormais à l'ordre du jour, et nous ne vous permettrons pas de l'en retirer.

● De scandaleux incidents ont marqué le procès des 57 Algériens appartenant au réseau F.L.N. de Nantes. A la suite de l'expulsion d'un accusé par le Président et de la solidarité marquée à cet accusé par ses compagnons, les gardes mobiles se sont, en plein tribunal, jetés sur les Algériens et les ont brutalisés; ces sévices se sont poursuivis à l'intérieur de la prison, faisant 7 blessés dont un blessé grave. Le procès s'est poursuivi en l'absence des détenus, et le Président s'est déclaré incompetent sur la plainte déposée par eux contre les brutalités dont ils avaient été victimes. Le verdict a ressemblé au procès : alors qu'il était prouvé et admis par l'accusation qu'aucune des missions de sabotage confiées à ce réseau n'avait reçu même un commencement d'exécution, les chefs ont été condamnés à des peines de 15 à 10 ans de réclusion, et 29 peines de prison ont été prononcées. Au même moment les comploteurs d'Alger fêtaient au champagne leur acquittement par le tribunal militaire de Paris (avec une pensée émue pour les 14 gendarmes tués par leurs troupes le 24 janvier 1960).

● A l'appel de MM. Soustelle, Le Pen, Dides, etc. 500 « patriotes » dont beaucoup de colégiens du XVI^e en quête d'émotions fortes ont réclamé le poteau d'exécution pour Bourguiba, Ben Bella et quelques autres, lundi dernier à l'Etoile. La police, toujours compréhensive envers l'exubérance de notre jeunesse dorée, n'a mis fin au chahut qu'au bout d'une heure et demie. Quelques plaisantins plus hardis qui avaient parsemé de clous les chaussées avoisinantes ont été envoyés en Correctionnelle; mais les magistrats, qui apprécient toujours les bonnes blagues, les ont aussitôt rendus à leurs familles. Au total, les dégâts se limitent à la bosse qui orne le front de M. Le Pen à la suite d'un coup de bâton blanc. Les 300 potaches interpellés ont repris leurs études, ainsi que le distingué professeur d'anthropologie Soustelle, qui avait saisi cette occasion pour se rapprocher de la jeunesse des écoles et raviver de joyeux souvenirs d'enfance. Une seule question à M. Soustelle, réputé homme sérieux : pourquoi mêler l'Algérie, qui est un problème grave, à ces polissonneries ?

● Deux étudiants du Mali, MM. Bo Abdoul et Touré Sekou, et deux étudiants guinéens, MM. Diallo Thierno et Mamadou Keita, ont été expulsés de France pour avoir manifesté devant l'ambassade de Belgique contre l'assassinat de Patrice Lumumba. De même le meeting organisé par la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France et le Comité Anticolonialiste a été de nouveau interdit. Notre gouvernement tient à faire comprendre aux Africains qu'ils n'ont en France que deux droits : obéir et se taire, que s'ils veulent absolument s'exprimer, ils n'ont qu'à jouer au football ou entrer dans un orchestre de jazz et que « la Communauté », « l'amitié franco-africaine »,

etc. ne sont que des bavardages pour cérémonies officielles, qu'ils auraient bien tort de prendre au sérieux.

● Le Président de la République a invité à Paris M. Verwoerd, Premier ministre d'Afrique du Sud. Verwoerd, c'est l'homme de « l'apartheid », de la ségrégation raciale, c'est l'homme des camps de concentration de Johannesburg, où sont enfermés loin de leur famille les travailleurs des mines de diamant, c'est l'homme des réserves africaines, où sont parqués sur des terres arides des milliers d'Africains que le Gouvernement veut écarter des villes et des régions occupées par les colons blancs; c'est l'homme des massacres de Sharpeville, où l'an dernier 80 Africains furent massacrés par la police alors qu'ils manifestaient contre les laisser-passer imposés aux Noirs pour tout déplacement. Après Munoz Grande, voici Verwoerd; sans doute aurons-nous droit ensuite à Salazar, à Tschombé, au gouverneur Faubus de Little Rock, au généralissime Trujillo, le bouffon sanguinaire de Saint-Domingue ? On voit mal comment la venue à Paris du raciste avoué qu'est Verwoerd peut contribuer à la politique de grandeur.

Si nous laissons faire le régime, Paris va bientôt être transformé en poubelle du monde.

ALGÉRIE

Les huit membres du maquis Algérie Française se sont rendus sans combat à la gendarmerie mobile, se refusant, ont-ils dit, à tirer sur des Français (saluons ce scrupule que n'eurent pas les fusilleurs du 24 janvier). Ils ont pris pendant quelques jours l'air de la campagne et se portent fort bien, la lutte n'ayant pas été très dure... Décidément, entre cette équipée champêtre et le champagne avec lequel M. Bidault, infidèle pour un soir à sa sobriété coutumière, a arrosé l'acquittement de ses compères du procès des barricades, nos ultras versent franchement dans l'opérette.

CONGO

La tension monte au Congo entre l'O.N.U. et le gouvernement de M. Kasavubu. Tandis que l'offensive des Lumumbistes a été arrêtée par les Lumumbistes eux-mêmes pour des raisons qui demeurent obscures, les incidents se multiplient entre Casques Bleus et soldats de Mobutu : bataille à Matadi, à Banana, bagarres à Léopoldville, etc. Ces incidents sont l'effet, d'une part d'un plan concerté de Kasavubu et de ses conseillers, qui craignent la mise en place d'une tutelle africaine sur le Congo, telle qu'elle est prévue par le Ghana, et d'autre part de la désagrégation croissante de l'armée de Mobutu. Mobutu, en effet, n'a plus l'argent nécessaire pour payer ses troupes, qui se débandent et se livrent au pillage.

L'état lamentable des finances du gouvernement central est d'ailleurs la raison principale qui a amené les dirigeants de Léopoldville à satisfaire les exigences de Tschombé : c'est ainsi qu'ils ont accepté la signature d'un pacte militaire entre Léopoldville, le Sud Kasai (Kalandji) et le Katanga (Tschombé) pour organiser la lutte contre les Lumumbistes, et qu'ils participent à la conférence de Tananarive, convoquée à l'initiative de Tschombé pour faire pièce aux tentatives conciliatrices de l'O.N.U.

KENYA

Des élections générales viennent de se dérouler au Kenya. Pour la première fois la majorité des sièges de l'Assemblée du territoire (33 sur 51) était réservée aux Africains; elle a été partagée entre le parti Kanu, animé par M. Tom Mboya, et appuyé par les tribus Kikuyu et Luos, et le parti Kadu, dirigé par M. Muliro, qui regroupe les autres ethnies; entre ces deux partis existe un vif antagonisme, auquel s'ajoute la scission de fait du parti Kanu entre la fraction modérée de M. Uboya et des Luos et la fraction extrémiste de MM. Gichuru, Odinga et Koinange, et des Kikuyus.

Un seul homme pourrait unir ces tendances rivales : Jomo Kenyatta, emprisonné dans le nord du pays par les autorités britanniques qui l'accusent d'avoir fomenté la révolte Mau-Mau en 1952, sans jamais avoir pu fournir de preuves sérieuses. La libération de Kenyatta est une des rares revendications qui fassent l'union de tous les Africains du Kenya. Or elle vient d'être ajournée par le gouverneur britannique, sous la pression des colons blancs et du lobby colonial qui regroupe à Londres cent députés conservateurs. La riposte africaine ne s'est pas fait attendre : ils ont refusé de participer à la constitution du nouveau gouvernement. L'incendie à peine éteint va-t-il se rallumer ? La décision est entre les mains du gouvernement de Londres.

RHODÉSIE

Détente en Rhodésie. A la suite des décisions du secrétaire d'Etat britannique aux colonies, Mac Leod, concernant la mise en œuvre de la nouvelle constitution qui accorde la majorité des sièges parlementaires aux Africains, M. Roy Welensky avait brandi la menace d'une sécession totale et d'une indépendance proclamée par les colons. La pression des trusts anglo-américains du cuivre et du diamant, soucieux de préserver à longue échéance l'avenir de leurs installations, a fait réfléchir ce chef ultra : il a démobilisé les milices de colons blancs et accepté de rouvrir sur place les négociations avec les dirigeants africains.

Emmanuel TERRAY

JEUX

DANGEREUX

EST-CE de nouveau la pratique systématique du double jeu ? Ou est-ce incohérence de notre « pouvoir fort » ?

Il a suffi d'une semaine pour que le climat créé par les entretiens de Rambouillet, puis par la conférence nord-africaine de Rabat, soit gravement détérioré.

Le communiqué publié le 2 mars par le roi du Maroc, le Président de la République tunisienne et le Président du G.P.R.A. incitait à confirmer l'optimisme né des entretiens de Rambouillet. Ce texte déclarait notamment :

« Les trois chefs des délégations estiment qu'aucun obstacle ne devrait s'opposer à l'ouverture de négociations directes entre le G.P.R.A. et le gouvernement français dans le cadre de la décolonisation totale. Ils ont constaté leur parfait accord quant aux moyens propres à la réalisation de l'indépendance de l'Algérie. »

Aucune déclaration officielle française n'a été faite pour exprimer une réserve sur les termes employés à Rabat. Mais...

Mais, dans la journée de jeudi, c'est-à-dire peu après la publication du précédent communiqué, l'A.F.P. diffusait sur la province et sur l'étranger, mais non sur Paris, une dépêche commençant ainsi :

« Dans les milieux autorisés on déclare qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de réaction officielle à l'issue des travaux de la conférence entre le roi Hassan II, M. Habib Bourguiba et les chefs de la rébellion algérienne.

La note dominante qui est recueillie à Paris dans les milieux informés a un caractère prudent. Le « tempo » de Paris paraît différent de celui affiché par certains à Rabat. Si dans la capitale française on continue à se montrer optimiste, et à croire en effet que la voie de la négociation directe semble se préciser, on ne voit pas de raison de précipiter les événements et de brûler les étapes. C'est ainsi qu'une rencontre gouvernement français-rébellés algériens, qui reste inscrite dans l'avenir, ne pourrait se dérouler que si les combats avaient préalablement cessé. Il ne pourra y avoir de contacts publics et officiels avant un cessez-le-feu proclamé et appliqué... »

On a bien lu : dans les milieux autorisés, dans les milieux informés, expressions qui donnent à la dépêche un caractère officieux. Et on dit : rien ne presse, il n'est pas urgent, après Rambouillet et Rabat, de passer aux actes, en mettant à profit le climat de détente qui avait été créé par ces rencontres. Enfin, on revient clairement au préalable du cessez-le-feu,

c'est-à-dire très exactement à la situation de Melun, où tout échoua précisément parce que l'on s'obstina à séparer la négociation militaire et la négociation politique.

La dépêche de l'A.F.P. n'a été suivie d'aucune mise au point officielle. On comprend la réaction immédiate du G.P.R.A. : « Le Gouvernement français remet en avant les préalables inacceptables à la négociation et notamment celui de la trêve ». On comprend aussi les inquiétudes à Rabat et à Tunis.

Ainsi le jeu des attermolements, pour ne pas dire plus, semble recommencer. Par des voies détournées, on s'efforce de revenir en arrière.

Il y a une semaine nous exprimions ici notre espoir. Mais nous exprimions aussi nos appréhensions. « Toutes les démarches antérieures du général de Gaulle, disions-nous, ont révélé sa tendance à biaiser et à gagner des délais, comme s'il gardait toujours l'espoir d'affaiblir ou de diviser ses antagonistes, alors que le temps n'a cessé de les renforcer. Est-il encore dans l'esprit qui fut celui de Melun ? »

Nos craintes, aujourd'hui, sont renforcées par la constatation qu'aucun geste nouveau n'a été accompli pour marquer la volonté d'aller de l'avant.

Mais peut-être, nous dira-t-on, y a-t-il déjà des contacts secrets. C'est bien possible, et on l'a dit à Rabat par la voix du ministre marocain de l'Information. Si cela est vrai, et si l'on pense que les premiers pas doivent être franchis selon cette procédure, c'est une raison de plus pour que l'on s'interdise toute déclaration, fut-elle simplement officieuse, qui ressuscite les préalables.

Croit-on encore à l'Elysée qu'il sera éternellement possible de se livrer à ce jeu ? Imagine-t-on que l'on pourra toujours, sans risquer les complications internationales les plus graves, considérer toutes les conférences, tous les contacts, tous les entretiens, comme de simples comédies destinées seulement à gagner du temps et à amuser l'opinion en lui faisant croire que « la paix est devant la porte » ? Justement, on admettra de moins en moins qu'elle reste devant la porte. On ne l'admettra pas en France, où de grandes espérances ont été suscitées. On ne l'admettra pas davantage à l'étranger et à l'O.N.U., dont l'Assemblée générale est de nouveau réunie. Quant au G.P.R.A., il prendrait alors ses dispositions pour faire face à une guerre longue. La chance d'un règlement par négociation directe franco-algérienne, déjà gravement compromise après Melun, serait définitivement perdue.

Robert VERDIER.

Le billet de Jean BINOT :

ON DEMANDE UN DEBRÉ !

CETTE fois c'est sérieux, et c'est « Le Monde » qui nous l'apprend. Aux Etats-Unis les difficultés commencent : le programme d'aide à l'enseignement préparé par l'Administration Kennedy rencontre l'hostilité ouverte des archevêques et cardinaux. Motif : les écoles confessionnelles ne sont pas prévues, c'est le cas de le dire, au programme.

Il y a, en effet, motif à plus d'une réflexion et dans plus d'un sens. Voici donc un président, issu d'une excellente famille catholique, pénétré de la nécessité d'une aide matérielle importante aux institutions scolaires de son pays, et qui élimine l'enseignement confessionnel du plan d'assistance financière qu'il prépare, se mettant ainsi à dos l'épiscopat. Quel retardataire !

Ce n'est plus en France qu'une situation aussi affligeante risque de se produire. Chez nous, Dieu merci, où le bon sens cartésien est de rigueur, si l'Université est réduite à la condition d'indigente, si professeurs et instituteurs — deux espèces qui se raréfient — doivent faire grève pour rappeler au pouvoir ce qu'il oublie imperturbablement, cela n'empêche pas, encore une fois Dieu merci ! les pieuses écoles de passer à la caisse.

Pour le reste, le Général a dit qu'il y réfléchirait.

Mais il tombe sous le sens que le président Kennedy ignore les bonnes manières, et comme le président d'ici n'a guère le temps de le recevoir pour lui expliquer la marche à suivre, il ne subsiste qu'une solution : lui expédier Debré.

Cela prendra le temps qu'il faut mais il n'y a rien à craindre ; pour l'intérêt, le Général n'aura que l'embarras du choix.

UN JUGEMENT DE SALOMON

IL faut le proclamer bien haut, à l'heure où de mauvais esprits rechignent : ce que fait le militaire est bien fait. Vous hébergez un Algérien traqué par la féroce police du régime ? Dix ans de prison. Vous assassinez quatorze gendarmes, dressez des barricades, entraînez l'armée dans la sédition ? Allons, vous êtes un patriote. Le tribunal vous comprend. Il y a là de la sagesse : un général connaît la différence entre un combattant algérien et le vicomte Alain le Moine de Sérigny, entre le camarade Hespel et le très psychologue colonel Gardes, entre la perfidie intellectuelle ou socialiste et le viril courage des mousquetaires de l'Algérie coloniale. Comme le dit Le Figaro, c'est logique et équitable. D'une logique militaire et d'une équité combattante : au trou les pacifistes bêlants et les activistes de la négociation et de la paix ; au pinacle la mafia politico-militaire et fasciste qui fit les beaux jours d'Alger, jusqu'à ce que les masses musulmanes la fassent rentrer dans sa tanière, en décembre 1960.

Il paraît que les acquittés (Arnould, Demarquet, Féral, Gardes, Lefèvre Michaux, Pérez, Sanne, Sapin-Lignières, Jourdes, Rambert, de Sérigny) sont allés sabler la champagne avec l'ineffable Bidault : quel juge militaire serait assez insensible assez dur, pour priver un ultra du plaisir de boire un coup avec le héros de l'Indochine et du Maroc ?

Pendant ce temps, des milliers d'Algériens, bâtisseurs de leur patrie, croupissent dans les prisons et dans les camps. Des dizaines d'entre eux vont mourir. Soyons sûrs que c'est uniquement parce que personne ne les attend pour trinquer dans un bar de l'Etoile.

Et d'ailleurs, il y a des condamnés : Ortiz, en vacances aux Baléares. Le noble Lagailarde, hôte de Franco. Le doctrinaire Susini, prophète du national-socialisme, etc. Je n'en démords pas : ce que fait le militaire est bien fait. Ils connaissent, ces juges, tous les proverbes qui avec Tamarrasset, Soustelle et la psychologie parachutiste font partie du patrimoine à défendre par tous les moyens. « Les absents ont toujours tort », voilà ce qu'ils se sont dit, ces bons juges, après des heures de délibération. Mais dans leur sagesse, ils ont ajouté : « les présents ont toujours raison ». De cette maxime, Algériens et hommes de gauche jetés en prison n'avaient pas bénéficié : les juges militaires ne l'avaient pas encore découverte ? Ou bien ne vaut-elle que pour les colonels et les vicomtes ? Nous le verrons à l'usage. Les desseins de la justice militaire sont impénétrables.

Mais toute la gloire de ce jugement de Salomon ne revient pas aux juges, pieux exécutants des volontés d'En-Haut. Il a voulu le procès, le fidèle Michelet et en a poli tous les rouages. A l'heure où l'on prétend négocier, lâcher dans la nature les Sérigny et les Pérez sera d'un puissant secours. Si tout venait à chavirer, on viendrait comme toujours nous dire à l'oreille : « il faut d'abord mater les ultras, après vous verrez cela, une négociation foudroyante ». C'est pourquoi le verdict du procès des barricades est un miracle de politique. Qui sait ? Les libérés reconnaissants pourraient fonder un autre 24 janvier : on verrait à la fois le peuple frileux se serrer autour du Grand Pilote, et la pénible négociation être reportée aux calendes grecques. Tout le monde serait content. Sauf la gauche et le peuple algérien, autant dire rien.

Vraiment, juges, je suis content de vous.

G. D.

Le C.I.S.A.E. s'élargit

Constatant l'étroite liaison de la lutte contre Franco et contre Salazar, le COMITE INTERNATIONAL DE SOUTIEN AUX ANTI-FASCISTES ESPAGNOLS a décidé de se transformer en COMITE INTERNATIONAL DE SOLIDARITE AUX ANTI-FASCISTES IBERIQUES. Le C.I.S.A.E. a désormais le soutien de la grande majorité des organisations espagnoles et portugaises.

Le colloque de Grenoble

CHARTRE DE L'AUTODÉTERMINATION

L'ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES ET LA DEFENSE DES LIBERTES INDIVIDUELLES présidée par M. le Bâtonnier Thorp en organisant à Royaumont, à Aix-en-Provence et aujourd'hui à Grenoble, des Colloques Juridiques largement ouverts aux représentants de toutes les activités spirituelles, politiques ou syndicales, a voulu définir sur le plan du droit les bases juridiques permettant le rétablissement de la paix en Algérie par une application loyale et rapide de l'autodétermination.

Le Colloque de Grenoble estime nécessaire que soient écartés les obstacles qui s'opposent à la mise en œuvre de l'autodétermination. C'est pourquoi il défend les principes suivants qui constituent les éléments d'une Charte de l'autodétermination.

1°) L'autodétermination exclut toute décision unilatérale et tout statut octroyé, elle implique la négociation sans préalable quel qu'il soit.

2°) Cette négociation devant porter à la fois sur le cessez-le-feu et sur les garanties des moyens propres à assurer la libre détermination du peuple algérien, sa matière impose en fait le G.P.R.A. comme interlocuteur. Cependant rien n'empêche qu'il soit procédé par ailleurs à toutes les consultations qui s'avèrent nécessaires.

3°) L'autodétermination implique le maintien de l'unité algérienne, ce qui exclut tout partage ou amputation du territoire.

4°) Les garanties de l'autodétermination comportent des dispositions convenues en commun concernant la période qui suivra immédiatement le cessez-le-feu : un statut conventionnel de forces combattantes. Toutes mesures propres à assurer la sécurité des personnes ; la mise en place d'organes mixtes de contrôle administratif, judiciaire, etc... l'abrogation de la législation d'exception, la libéra-

tion des prisonniers, des internés, des personnes regroupées, des condamnés et détenus pour faits en relation avec la guerre ; l'exercice normal des libertés publiques et individuelles etc...

L'affirmation de ces principes ne saurait exclure la recherche sur le fond par les deux parties de propositions communes qui seraient soumises à l'approbation du peuple algérien, lorsqu'il sera appelé à se prononcer en dernier ressort sur l'avenir de l'Algérie et ses rapports nouveaux avec la France.

Dans le cadre de cette recherche de propositions communes, se pose la question des garanties pour les minorités qui désireront demeurer en Algérie et participer à l'avenir algérien ainsi que pour les Algériens qui vivent ou vivront en France.

La négociation sur ces points ne saurait porter atteinte à la souveraineté du futur Etat algérien, ni chercher à maintenir les privilèges issus de la colonisation. Il s'agit au contraire, dans le cadre d'une décolonisation totale de proposer au peuple algérien au moment où il acquiert sa souveraineté, de fixer fondamentalement les conditions dans lesquelles tous les habitants de l'Algérie pourront vivre côte à côte et coopérer.

A compter de la date de l'autodétermination, un délai particulièrement large pour les ressortissants des minorités devra être accordé à tous les habitants de l'Algérie pour renoncer, s'ils le désirent, au bénéfice de la nationalité algérienne.

A) Cas des membres des diverses minorités qui auront adopté la nationalité algérienne :

Ils devront être garantis contre toute discrimination notamment en matière politique. Ils devront être assurés du respect de leur statut personnel, dans l'attente d'un éventuel droit commun qui serait acceptable par tous. Ils devront pouvoir jouir de leurs libertés culturelles et religieuses.

B) Cas des Français résidant en Algérie et des Algériens résidant en France :

Base de réciprocité.

L'efficacité des garanties visées aux paragraphes A et B ci-dessus sera d'autant mieux assurée que d'étroits rapports de coopération se développeront entre la France et l'Algérie.

C) Cas des habitants actuels de l'Algérie qui s'établiront en France

A tout moment, toute personne qui possède actuellement la nationalité française pourra, si elle vient s'établir ou se rétablir en France, revendiquer le bénéfice de cette nationalité, la législation française devra être modifiée dans ce sens.

Des mesures législatives, financières et techniques appropriées devront permettre d'assurer et d'organiser l'accueil et l'emploi des personnes visées ci-dessus.

Le Colloque de Grenoble constate le large retentissement des travaux de Royaumont et d'Aix-en-Provence dont les conclusions ont été reprises par de nombreuses personnalités et organisations.

Il réaffirme avec force que les solutions préconisées ne porteront leurs fruits que si l'opinion exerce de plus en plus vigoureusement son action, son influence et sa pression en faveur de la paix.

Demande au bureau de l'Association et au Secrétariat du Colloque d'envisager de se rendre en Algérie afin de prendre contact avec les Européens ; de leur envoyer la Charte de l'autodétermination, les études du problème des garanties ; d'échanger avec eux réflexions et informations et de nouer avec le plus grand nombre de liens féconds et d'en rendre compte aux participants du Colloque.

Motion adoptée à l'unanimité moins une voix.

CHARTRE DE DÉFENSE DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES

LE Colloque de Grenoble confirme son accord avec les résolutions prises à Royaumont et à Aix-en-Provence sur les garanties des libertés individuelles en ce qui concerne notamment les saisies de journaux, l'internement administratif, les procédures pénales exceptionnelles, et les atteintes à l'intégrité corporelle des prévenus ;

Rappelle qu'il n'est de véritable justice que rendue par des magistrats indépendants, en présence d'une défense pouvant librement s'exercer et suivant une procédure dont l'observation est sanctionnée par des nullités ;

Constate d'une part la prolifération, qui ne cesse de s'aggraver, des textes de circonstance trop souvent confus et contradictoires mais toujours contraires aux garanties élémen-

taires des libertés individuelles ; que la législation d'exception s'est étendue à l'ensemble des libertés publiques et que, notamment plusieurs de ces textes ont porté de graves atteintes aux principes fondamentaux du Droit, de la Fonction publique et aux libertés traditionnelles de l'Université ; que l'ordonnance du 4 février 1961 va jusqu'à permettre au gouvernement de priver des citoyens de leur nationalité française, sans aucune garantie et dans des conditions d'indétermination telles qu'aucun recours n'est pratiquement possible ;

Constate d'autre part, que s'est perpétuée en Algérie, et que tend à se développer en France, une situation de fait caractérisée par d'innombrables actes arbitraires, qui avait déjà indigné les participants des précédents colloques, tandis que se poursuit, par

l'application de l'ordonnance du 6 octobre 1960, une tentative d'élimination des défenseurs librement choisis ;

Demande :

— l'abrogation par le gouvernement ou le rejet par le parlement des textes d'exception ci-dessus rappelés.

— demande aux tribunaux que soient les textes qu'ils ont à appliquer, de s'inspirer avant tout des principes généraux garantissant les libertés individuelles et du principe fondamental de l'égalité des citoyens devant la loi pénale ;

— Demande enfin que, dans les circonstances actuelles, soient suspendues les poursuites qui risqueraient de compromettre les chances de paix en Algérie, et de la façon la plus pressante, qu'il soit mis fin aux exécutions capitales.

Action commune pour la négociation avec le G.P.R.A.

HAUTE-GARONNE

2.500 Toulousains ont participé au meeting organisé le vendredi 3 mars par le Front Syndical Commun de la Haute-Garonne qui groupe l'U.N.E.F., la C.G.T., la C.F.T.C. et la F.E.N. Sous la présidence de Gorsse, de la F.E.N., ont pris la parole Bomet, de la C.F.T.C., Léon Mauvais, de la C.G.T. et Wallon, de l'U.N.E.F.

ISÈRE

Meeting organisé le 7 mars à Grenoble par le Front Syndical Commun qui groupe l'A.G. des Etudiants, les U.D., C.G.T. et C.F.T.C. et la section départementale de la F.E.N. Il avait pour but de souligner l'importance des rencontres de Genève entre organisations syndicales françaises et algériennes.

LOIRE-ATLANTIQUE

Un certain nombre d'organisations de la Loire-Atlantique parmi lesquelles la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le P.S.U., le P.C.F., la Libre Pensée, le Mouvement de la Paix, le Comité nantais des jeunes pour la paix en Algérie lancent un appel pour un rassemblement pour la négociation avec le G.P.R.A. qui se tiendra le 26 mars à Rezé.

HAUTE-MARNE

Un appel commun pour la négociation directe entre le gouvernement français

et le G.P.R.A. a été publié par les organisations syndicales haut-marnaises, la C.G.T., la C.F.T.C., F.O., la F.E.N. et le S.N.I. et approuvé par les organisations politiques et sociales, et en particulier le P.S.U. et le P.C.F.

OISE

Les unions départementales C.G.T., C.F.T.C. et F.O., les sections départementales de la F.E.N., du S.N.I., de l'U.N.E.F., du S.N.E.S., du S.N.E.T. et du S.G.E.N. ont publié le 2 mars une déclaration commune approuvant les rencontres entre organisations syndicales algériennes et françaises à Genève, et appelant la population de l'Oise à appuyer la négociation directe entre le gouvernement français et le G.P.R.A.

PYRÉNÉES ORIENTALES

Un certain nombre d'organisations politiques et syndicales, ont constitué un Comité départemental pour la paix en Algérie qui organise le 8 mars un meeting pour la négociation immédiate avec le G.P.R.A. Ce sont l'U.D. de la C.G.T., l'Action Catholique Ouvrière, le S.N.I., la F.E.N., les Anciens d'Algérie, le P.S.U., le P.C.F., le S.N.E.S., le S.G.E.N., le Mouvement de la Paix, l'U.P.F., l'Union Progressiste, les J.S.U. et les J.C.

Deux jeunes arrêtés à Marseille pour leur refus de la guerre d'Algérie

Deux jeunes, Paul Grosz et Victor Savary, membre et sympathisant du P.S.U. viennent d'être arrêtés à Marseille où ils travaillaient sur un chantier de l'Action Civique non violente. Ils avaient adressé au Président de la République une lettre où, comme Pierre Boisgontier, Jack Muir, ils lui faisaient connaître leur refus de participer à la guerre d'Algérie.

Ces jeunes sont arrêtés au moment où le procès de Pierre Boisgontier qui se déroule le 9 mars devant le tribunal militaire de Metz permettra de faire connaître plus largement à l'opinion publique l'attitude des jeunes qui refusent la guerre.

L'OUVRIER D'AUJOURD'HUI

Il est de bon ton aujourd'hui d'affirmer que la classe ouvrière est en voie de disparition, ou tout au moins qu'intégrée à la société actuelle elle n'a plus aucun rôle révolutionnaire, en un mot qu'elle ne saurait être un agent moteur de la marche au socialisme. Ces vues ont naturellement suscité d'après controverses dans les milieux socialistes intéressés au premier chef par ces nouvelles théories. A l'image de ce qui s'est passé lors des crises antérieures du mouvement ouvrier, nombreux sont ceux qui se sont opposés au nom des principes à cette offensive idéologique. On n'a pas manqué de faire valoir — et à juste titre — que bien des défenseurs de ces nouvelles théories avaient été partisans d'une théorie quasi mystique du prolétariat, faisant de ce dernier l'incarnation permanente de toutes les vertus révolution-

naires. Aussi les premières déceptions venues, il était à peu près inévitable qu'ils brûlent ce qu'ils avaient adoré.

Il reste cependant que les transformations réelles de la conscience et de la condition ouvrières posent des problèmes qu'on ne saurait éluder et qu'on ne saurait résoudre par un simple rappel des principes. Plus que jamais il est nécessaire d'aborder sans préjugés l'étude des faits pour arriver à une théorie socialiste solide.

La parution récente d'une enquête sociologique (1) qui aborde de front tous ces problèmes, nous invite d'ailleurs à faire une sorte de bilan provisoire, plus pour indiquer les directions de recherches fécondes que pour aboutir à une théorie complète de la classe ouvrière moderne.

Au point de départ de leur ouvrage, Andrieux et Lignon s'attachent à déterminer ce qui sépare l'ouvrier d'aujourd'hui de son confrère de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

La différence essentielle réside pour eux dans le fait que l'ouvrier moderne doit faire face à une situation de travail qui accentue encore la dégradation, la subordination qui était le fait de l'ouvrier du début du siècle. La complexité croissante de la technique employée dans les entreprises modernes, le raffinement de l'organisation bureaucratique du travail ôtent pratiquement à l'ouvrier la possibilité de se sentir le créateur des valeurs matérielles mises à la disposition de la société. La fierté propre à l'ouvrier anarcho-syndicaliste d'avant 1914, qui avait conscience de posséder un métier et de concourir avec ses camarades à la production de richesses, que le patronat utilisait en parasite, lui est presque inconnue. Le travail en miettes apparaît ainsi comme le raccourci d'une situation sociale caractérisée par l'humiliation, par l'absence d'horizon et par l'infériorité sociale. La possibilité d'acquiescer les biens de consommation longtemps refusés aux familles ouvrières ne semble même pas suffire à compenser ce sentiment de frustration sociale fondamentale. La plupart des ouvriers interrogés, même lorsqu'ils sont les heureux propriétaires de voitures définissent très simplement l'ouvrier : « un zéro, un pauvre imbécile ». La recherche effrénée dans certains milieux ouvriers d'une consommation ostentatoire n'implique donc pas par conséquent une transformation fondamentale des rapports sociaux comme peut le laisser croire un examen superficiel basé uniquement sur des signes extérieurs, sur des particularités de mode de vie communes à plusieurs classes, mais bien au contraire ce qu'on pourrait appeler en termes marxistes une accentuation de l'aliénation du travailleur.

Un grand découragement

La vie de l'ouvrier en tant que consommateur ne peut en effet se comprendre que sur la toile de fond de sa vie de producteur aliéné et exploité. Dans sa vie de consommateur il cherche à oublier sa vie de travail et récupérer les forces psychiques et physiques indispensables à son labeur. Il n'y a pas libération, il n'y a pas disparition du salariat; les chaînes sont simplement moins apparentes. Comme le constatent

Andrieux et Lignon l'originalité ouvrière subsiste malgré les progrès réels obtenus après des décennies de luttes syndicales et politiques.

Cet état de choses n'est naturellement pas sans conséquences sur la conscience ouvrière. Les auteurs qui distinguent trois types fondamentaux de réactions : résistance, résignation, évocation, ont tendance à croire que cette modification de la situation de travail entraîne une baisse de la combativité ouvrière et par suite une augmentation des réactions du type résignation ou évocation. Ils opposent les ouvriers qu'ils ont interrogés vers 1956, presque tous résignés ou « évocationnistes » aux ouvriers de 1936 qui étaient encore portés par l'espoir en une révolution socialiste. Ils notent que le concept socialisme n'a plus grande signification pour la majorité des ouvriers, en particulier pour les jeunes et que même pour certains militants il n'évoque plus qu'une sorte de société hiérarchisée et autoritaire. Le vieux rêve des anarcho-syndicalistes, l'atelier aux ouvriers, est en fait abandonné parce qu'il contredit trop manifestement les données techniques et sociales de la production moderne. L'ouvrier qui n'est plus que le serviteur d'une machine et ne contrôle plus sa qualification, se sent incapable de prendre en mains la direction de l'entreprise géante où il n'est qu'un rouage parmi d'autres. La croissance du rôle du travail intellectuel, programmation, recherche scientifique, diminue d'ailleurs d'autant l'importance du travail manuel et augmente par là le complexe d'infériorité des ouvriers. La réaction la plus naturelle semble donc ce dégoût si souvent noté des ouvriers et des ouvrières pour leur travail, conçu comme un destin hostile contre lequel on ne peut pas grand-chose. L'évasion elle-même, dans ce contexte de sourde désespérance, apparaît comme un projet quasi irréalisable, parce que les forces, le temps font défaut pour apprendre un métier non manuel ou parce que les moyens matériels manquent pour devenir un petit commerçant ou un petit entrepreneur indépendant. On n'échappe pas à la condition ouvrière, on s'y résigne.

De ce diagnostic, il serait facile de tirer des conclusions pessimistes. Les auteurs restent cependant très prudents, indiquant seulement que la « dépolitisation » ne peut être que la norme dans l'état actuel de la classe ouvrière, et que, selon toute vraisemblance, les formes anciennes du mouvement ouvrier sont irrémédiablement révolues.

(Keystone.)



Peut-on aller plus loin et conclure que la classe ouvrière est définitivement perdue pour le socialisme ou encore qu'elle ne s'élèvera jamais plus au-dessus du stade des revendications corporatives ?

Malgré les apparences, nous ne le pensons pas, car nous ne nous trouvons pas en présence d'une évolution à sens unique. A bien des égards cette évolution est même plutôt ambiguë et on ne saurait la réduire aux effets uniques du progrès technique. Il est à peu près certain que les déceptions politiques et les défaites subies ont joué un rôle non négligeable dans la baisse de la combativité ouvrière. Il est certain aussi, comme le laissent entendre les auteurs que l'inadaptation des partis de gauche et des syndicats, quant aux mots d'ordre et aux méthodes d'action, a laissé les ouvriers pratiquement sans défense devant la révolution technique de ces dernières années. (Que l'on songe au retard avec lequel les différents syndicats ont répondu à l'offensive de ra-

Le travail: activité libérée

« *A* étudier cette histoire de « l'amour du travail », on constate que les hommes ont presque toujours fui cette activité. Ils s'en sont déchargés sur ceux qui se trouvaient hors d'état de choisir : des hommes dans le dénûment, des vaincus et des prisonniers ou des hommes impuissants devant la contrainte de l'Etat. Paul Guillon, dans son étude sur « Le travail attrayant » a tracé un tableau de ce mépris du travail à travers les siècles.

Il y a eu une exception : l'époque où le travail productif a été fait par des hommes libres et considérés, les artisans bourgeois des villes du Moyen-Age.

Le travail industriel du XIX^e siècle se situe aux antipodes de pareilles circonstances : il comporte pour l'ouvrier une profonde dépendance. Néanmoins, le militant considérait son travail comme un titre d'honneur. Il en était fier.

Comment s'expliquer ce fait unique dans l'histoire du travail ? Tient-il à la qualification technique propre au travail de cette époque ?

L'ouvrier de métier a pu s'enorgueillir, certes, de savoir faire ce que les autres ne savaient pas faire, mais dont ils avaient vitalement besoin, y compris, notamment, le patron. Il pouvait y trouver une raison de fierté. Cependant, cela n'a pas éliminé pour l'ouvrier le problème de son infériorité et de son obéissance. Il connaissait l'autonomie sur le plan professionnel, mais sur le plan social, la subordination. Le sentiment de fierté résiste difficilement à pareille condition ; il est exposé, du moins, à se voir cerné par l'humilité de l'homme servile et subalterne devant le maître.

Or, la fierté des ouvriers militants du XIX^e siècle ne présentait pas cette nuance. Car il ne s'agissait pas pour eux de la seule fierté du travailleur sachant bien faire un travail difficile. Cette fierté-là, réservée au seul ouvrier qualifié, était doublée d'une fierté d'un autre ordre, appartenant en commun à tous les ouvriers militants, qualifiés ou non. Ils la puisaient dans leur conscience d'être des hommes qui font le travail productif, une activité à laquelle ils attribuaient une faculté spécifique, celle d'être la source de la puissance sociale du travailleur lui-même, la source par conséquent, et la garantie, de son indépendance future. Puissance sociale et indépendance qui deviendraient réelles quand les ouvriers s'uniraient, solidaires, forts de la conscience de cette propriété du travail. La dialectique du maître et du serviteur, pensée par Hegel, l'élite ouvrière l'a vécue, par anticipation idéologique.

Il était bien vrai que les capitalistes étaient les maîtres, et l'ouvrier leur serviteur. Il subit leur contrainte ; ceux-ci le dominant et le repoussent « en bas ». Cependant, cette situation ne s'explique pas par la nature des choses, mais parce que les hommes qui ne travaillent pas se sont appropriés les moyens de

...et "malédiction"

« *T*OUS les ouvriers sont convaincus, à l'heure actuelle, qu'il faudra toujours une hiérarchie administrative se prolongeant par la force des choses en une hiérarchie des statuts sociaux et que, dans cette échelle des situations, celui qui effectue le travail productif se trouve placé, parce qu'il fait ce travail, à l'échelon le plus bas, alors que ceux qui ne travaillent pas, mais qui dirigent, ont et auront toujours sur l'ouvrier des avantages de tous ordres.

Dès son entrée à l'usine, Lignon a dû constater que la quasi-totalité des ouvriers en sont venus à penser que celui qui fait son boulot à la machine ne pourra jamais être, dans l'entreprise comme dans la société, qu'un exécutant d'ordres reçus d'autres hommes qui sont ses supérieurs...

tionnalisation menée par le patronat et par l'Etat à partir des années 1950).

On peut donc affirmer sans grand risque d'erreur qu'une politique différente du mouvement ouvrier, plus ouverte à l'innovation et moins attachée à la défense de positions acquises, pourrait combattre avec un relatif succès la démoralisation actuelle. Mais est-il possible de concevoir que le socialisme redevienne pour les ouvriers un objectif concret comme il l'était pour les militants de la C.G.T. avant la première guerre mondiale ? Pour parler clair, est-il possible de tracer la perspective d'une démocratisation réelle de la structure bureaucratique des entreprises ? La question est d'importance, car l'action socialiste n'aurait aucun soubassement sérieux si elle ne s'appuyait sur la conviction que son but primordial est la suppression du salariat et la libération des hommes au travail.

Pour répondre à cette interrogation il faut essayer de pousser un peu plus loin l'analyse des entreprises

Libératrice au XIX^e siècle...

production. En réalité, cette situation est pour les maîtres des plus ambiguës. Puisqu'ils ne travaillent pas eux-mêmes, ils ne peuvent se passer de celui qui travaille, pour mettre en œuvre les moyens de production. En sens inverse, le rapport est très différent. Que les capitalistes viennent à disparaître et l'ouvrier s'en portera d'autant mieux. Il n'aura perdu que ses chaînes. Car lui seul crée les valeurs. C'est pourquoi le pouvoir exercé sur lui par les patrons, par les chefs, par l'Etat, est un pouvoir usurpé. C'est un pouvoir contre nature, il ne peut durer. Les ouvriers peuvent le leur démontrer par un moyen à leur portée : la grève. Ils chasseront les maîtres, en employant ce moyen dans toute son étendue, dans la « grève générale expropriatrice ».

C'est cette libération, devant surgir naturellement dans un proche avenir du travail productif, qui engendrait dans l'ouvrier militant du XIX^e siècle sa fierté de travailleur, sa conviction que « l'industrie est maintenant divine ». Car cette libération à venir n'était pas à ses yeux une idée nébuleuse. Elle signifiait pour lui que celui qui travaille assume en même temps, tout en continuant à faire son travail à l'atelier, les fonctions dévolues jusque-là aux maîtres. Les ouvriers — sans vesser d'exécuter le travail productif, à l'atelier, dans les mines, sur les chantiers — « organiseront eux-mêmes leur travail, établiront eux-mêmes les plans de production, administreront eux-mêmes la cité », comme l'écrivait le syndicaliste Fernand Pelloutier. Tout comme c'était aussi la pensée de Marx, que l'on peut résumer en peu de mots, en paraphrasant un texte célèbre de ses écrits de jeunesse : les palais que l'ouvrier construit, il les construira pour lui-même, l'esprit et la beauté qu'il produit, il les produira pour lui (Marx : Le Travail aliéné). C'est dans le travail que reposait, aux yeux de ces militants, l'avenir tel que le traçait encore les Internationaux Suisses, dans leur invitation lancée à leurs camarades au lendemain du IV^e Congrès de la Première Internationale ouvrière : tout homme serait « en même temps le manoeuvre et le savant, le travailleur et le directeur, le producteur et le jouisseur » (1).

Au début de la révolution russe soviétique, cette idée était encore vivante. Elle a suggéré à Lénine son mot si souvent cité selon lequel, dans la société socialiste, toute cuisinière serait cultivée au point d'être capable de diriger l'Etat. Dans la conception originelle de Lénine, les ouvriers siègeraient dans des soviets conçus comme détenteurs du pouvoir réel dans la société, et ne cesseraient pas pour autant d'effectuer le travail productif dans les ateliers comme dans les champs.

(L'ouvrier d'aujourd'hui, p. 56 à 59).

(1) Voir le journal des Internationaux Suisses, L'Égalité, du 16 octobre 1869. Cité par G. Duveau, dans La Pensée ouvrière sur l'éducation pendant la Seconde République et le Second Empire. — Paris 1947, p. 125.

Libératrice au XX^e

... Cela revient à dire que, pour l'ouvrier d'aujourd'hui, le travail a cessé d'être l'activité libératrice qu'avait vue en lui le militant d'autrefois, et est redevenu une malédiction, comme il l'avait été aux yeux des hommes qui concurent les mythes de la Bible. Sauf qu'il n'est plus la malédiction du genre humain, mais seulement des hommes qui font le travail productif dans l'industrie et qui le font, naturellement, au grand profit des autres. Le travail se voit attribuer la faculté de pousser « en bas » le travailleur. Le travail a perdu pour l'ouvrier la signification sociale qui lui appartenait dans l'élite ouvrière il y a cinquante ans. C'est là l'essentiel du changement qui s'est produit dans l'attitude ouvrière vis-à-vis du travail ». (L'ouvrier d'aujourd'hui, p. 67).

modernes et essayer de déterminer si les changements techniques n'ont que des effets négatifs sur la conscience ouvrière, car une chose est de constater que les ouvriers ne se sentent individuellement pas prêts à prendre en mains le sort des entreprises, autre chose est d'affirmer qu'ils ne peuvent pas le faire collectivement. La socialisation du processus technologique de production a en effet comme contrepartie la croissance de la puissance sociale des ouvriers. C'est à travers la coopération des ouvriers, manifestation de leur interdépendance mutuelle, que naissent les produits de la grande industrie, et il est à peu près impossible d'imaginer qu'une usine moderne puisse fonctionner sans une participation minimum de leur part. Face au « management », les ouvriers ne sont donc pas démunis, malgré la dépersonnalisation du travail, ils ont en fait à surmonter l'isolement partiel qu'on cherche à leur imposer pour les empêcher de prendre conscience de leur force. Il faut en somme que la coopération, imposée par la structure technique du processus de travail devienne par delà l'hétérogénéité inévitable des tâches une collaboration voulue d'individus qui dépassent ainsi leurs propres limites.

Concrètement, il s'agit par conséquent de considérer l'entreprise comme un champ de tensions sociales, dans lequel s'affrontent consciemment ou inconsciemment deux conceptions opposées de l'organisation sociale. Face à l'organisation bureaucratique qui essaye de perpétuer la division entre pensée et exécution en subordonnant les qualités humaines de l'immense majorité des travailleurs à des schémas préfabriqués, les ouvriers représentent potentiellement par leur résistance un nouveau type de rapports humains au stade de la production. Quelles que soient les méthodes d'organisation employées, système linéaire ou système fonctionnel moderne, l'organisation inofficielle des ouvriers en petits groupes qui se donnent pour objectif de faire obstacle aux effets les plus néfastes des ordres venus d'en haut, ou même leur entente tacite pour pallier les défauts les plus évidents du chaos bureaucratique des entreprises géantes indiquent en effet que virtuellement les rapports entre le haut et le bas de la hiérarchie sont mal posés. Le système de circulation des communications et des ordres — rationalisé à l'extrême et irrational en même temps est par là mis en cause; ce qui implique précisément que l'autorité dans les entreprises doit se démultiplier, doit se répartir parmi le plus grand nombre c'est-à-dire devenir un moment particulier dans un système d'organisation qui fait appel à la participation intellectuelle et affective de tous en fonction d'un but qui apparaît à tous comme raisonnable et comme digne d'intérêt.

Se préparer dès maintenant à la gestion collective

Il serait faux naturellement de se représenter la transformation interne des entreprises comme une tâche facile : les ouvriers ont d'abord à lutter contre eux-mêmes, c'est-à-dire contre leurs propres complexes d'infériorité, avant de pouvoir imposer leur hégémonie. C'est pourquoi il faut se garder de croire que la perspective de la gestion ouvrière peut s'ouvrir brusquement, par exemple par une irruption des conseils ouvriers dans la vie publique. Le succès final suppose au contraire qu'à travers les luttes quotidiennes la classe ouvrière se soit préparée à la gestion collective en se battant avec becs et ongles pour établir son contrôle sur les processus décisifs de la vie productive.

Aussi ne peut-il être question à l'heure présente de considérer que les organisations socialistes n'ont pas à poser ce problème, car c'est seulement si la classe ouvrière se prépare dès maintenant à son nouveau rôle, qu'elle pourra, le moment venu, saisir l'occasion favorable.

En utilisant au maximum sa compétence collective en s'alliant aux techniciens et aux employés qui souffrent eux aussi des méthodes capitalistes de gestion, elle peut actuellement, même dans des conditions peu favorables, développer des perspectives économiques tout à fait différentes en matière d'emploi, de normes de travail, de salaires et de prix. Et en allant toujours plus loin sur cette voie, il est possible d'envisager que les luttes s'élèvent rapidement à un niveau supérieur, assez bien décrit par le sociologue socialiste allemand Theo Pirker :

« Parce que les buts et les méthodes du management de l'entreprise, c'est-à-dire sa structure deviennent l'objet de durs affrontements, les travailleurs commencent à saisir l'entreprise dans toute sa complexité... et ne la perçoivent plus seulement comme lieu de travail, c'est-à-dire comme lieu de combat pour les salaires et pour l'amélioration des conditions de travail, mais aussi comme domaine social et comme lieu de contestation du pouvoir... Par là, les contradictions existant entre travailleurs et employeurs ne sont pas dépassées. Au contraire, le combat devient plus aigu, mais en même temps plus concret. Dans ce combat, la classe des travailleurs organisés, la classe ouvrière organisée ne pourra s'approprier les capacités sociales de direction qu'en alliance avec les spécialistes des sciences sociales et qu'en alliance avec une grande partie des cadres techniques des entreprises, dont elle a besoin pour établir une organisation plus efficace de la vie sociale. »

L'orientation ainsi définie ne peut en aucun cas tomber sous le reproche de romantisme révolutionnaire; elle ne dissimule pas les difficultés et n'idéalise pas l'état actuel de la conscience ouvrière. On ne peut pas non plus lui reprocher son particularisme ouvrier, car la lutte au sein des entreprises débouche sur des problèmes concernant l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire toutes les classes exploitées à un titre ou à un autre par les monopoles. En posant les problèmes de prix, de salaires et d'investissements les travailleurs posent aussi les problèmes des consommateurs, des industries marquées par une dépression chronique — en posant le problème du pouvoir à l'intérieur des entreprises, ils le posent implicitement à l'échelon de la société tout entière.

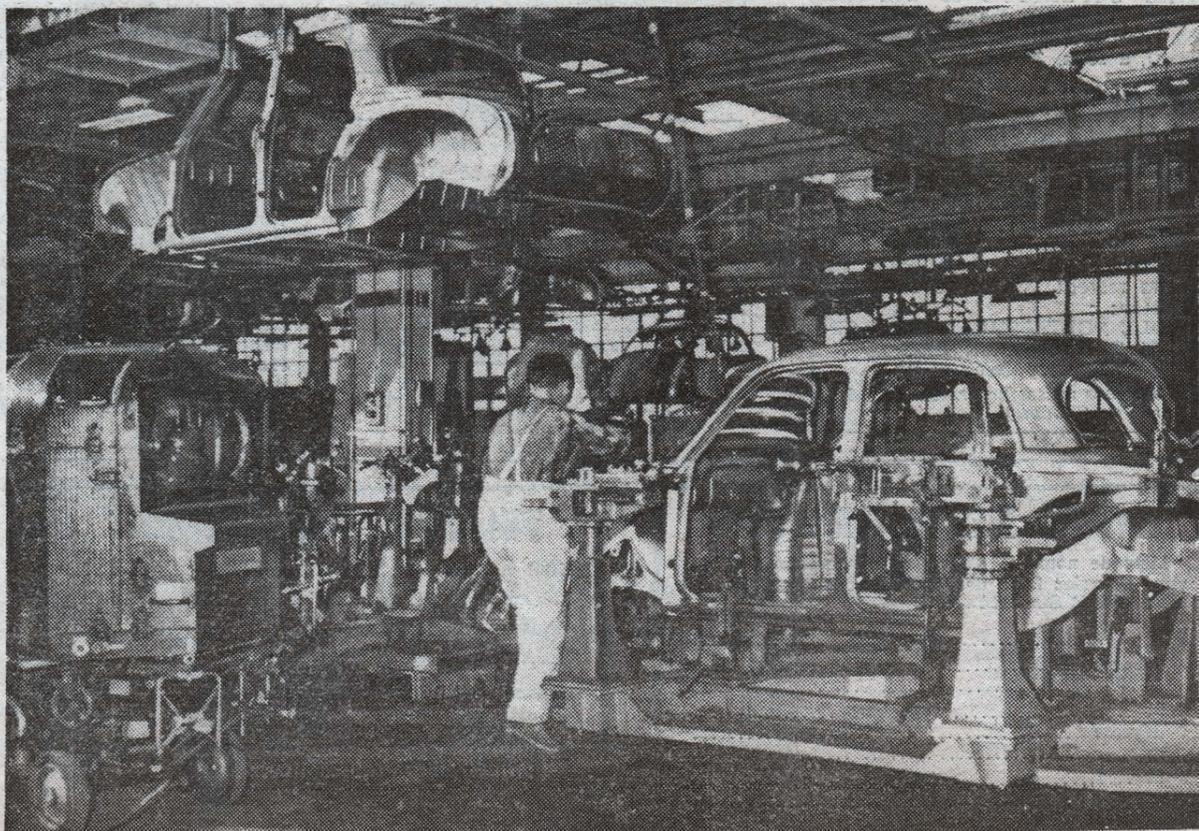
Le seul danger, pratiquement, serait de négliger les questions politiques au nom d'un économisme étroit, mais précisément une telle orientation est impossible avec l'action éducatrice d'un parti socialiste décidé, lui, à poser l'ensemble des problèmes de la société, qu'ils soient économiques, politiques culturels et prêt également à dégager les priorités de l'action en fonction de la situation réelle.

Ce court examen n'avait, bien entendu, pas la prétention d'épuiser les problèmes de l'action ouvrière. Nous avons passé trop rapidement sur certains problèmes : celui des revendications professionnelles, dont le rôle est loin d'être terminé. Or, il faudrait faire entrer dans notre perspective ces revendications professionnelles qui peuvent souvent entraîner une prise de conscience propice à une orientation socialiste. Cette présentation est par suite relativement schématique; elle aura cependant atteint son but, si elle a pu démontrer que la stagnation actuelle peut être suivie par un essor de grande ampleur, à condition de ne pas se contenter d'une politique au jour le jour.

Jean-Marie VINCENT

(1) A. ANDRIEUX et J. LIGNON : L'ouvrier d'aujourd'hui. (Paris, Marcel Rivière, 1960).

(Keystone.)



Gilles MARTINET :

COMMENT ÉLIRONOUS-NOUS LE PROCHAIN C.P.N. ?

UN certain nombre de camarades se sont étonnés que le Comité politique ait pu présenter à la discussion un seul rapport et une seule résolution d'orientation.

« Nous savons bien, nous disent-ils, qu'il existe des tendances différentes au sein du C.P.N. C'est donc que vous avez fait des concessions pour aboutir à des textes de compromis ».

Ces camarades n'ont que partiellement raison. Il est vrai que le C.P.N. n'est pas homogène. Il est vrai que nous n'avons pas tous la même manière d'aborder les problèmes qui intéressent la vie du parti. Mais il n'est pas exact que nous ayons conclu un compromis. Le rapport et la résolution d'orientation ne représentent pas la juxtaposition de points de vue différents. Ils expriment une ligne politique qui est, à mon avis, la seule ligne permettant le développement du parti. Que cette ligne soit encore mal définie sur certains points, qu'elle comporte des « trous » qui correspondent à la persistance de certains désaccords, voilà qui n'est pas niable. Mais sur l'essentiel (front socialiste, « alternative » au régime, tactique d'unité d'action, conception de la construction du parti, etc.), la ligne s'affirme d'une manière déjà très claire.

La résolution du C.P.N. donne, en réalité, une image de la situation actuelle du parti. Elle est nette et précise sur certaines questions, vague et insuffisante sur d'autres. Nous avons tous conscience de ces faiblesses mais nous avons pensé qu'il était nécessaire d'établir une différence entre les problèmes que le parti peut et doit trancher immédiatement et ceux sur lesquels il ne sera en mesure de décider qu'après une discussion beaucoup plus approfondie.

Est-ce à dire que tous les membres du C.P.N. approuvent sans restriction la ligne qui a été définie ? Non seulement, je ne le crois pas, mais je pense qu'une partie du malaise qui existe actuellement dans quelques fédérations provient de ce que certains camarades n'ont pas exprimé complètement leurs désaccords. Parlons net : j'estime que le texte présenté par les camarades HERNU, SUFFERT, ANXIONNAZ, LE BRUN, etc., ne traduit qu'une faible partie des griefs que ces camarades formulent à l'encontre des positions défendues par la majorité du parti. Je sais très bien pour quelles raisons ces camarades n'ont pas voulu aller plus loin dans leurs critiques comme dans leurs propositions et j'ajoute que certaines de ces raisons me paraissent très res-

pectables. Mais, en fin de compte, ils ont choisi la pire des solutions possibles : celle d'un texte qui ne s'oppose pas franchement à la résolution du comité politique mais qui tend à l'affaiblir et à l'affadir sans pour autant remplacer la ligne qui a été tracée.

Nous retrouvons ici le style des batailles de motions chères aux partis traditionnels mais qui ne représentent, en vérité, qu'une caricature de la démocratie. On joue sur des sensibilités et des méfiances; on fait des procès d'intentions; on ne discute pas sur le fond des choses. On dira ainsi qu'il faut un parti ouvert (mais qui soutient la nécessité d'un parti fermé ?), que ce parti ne doit pas seulement recruter des ouvriers (mais qui propose d'éloigner les techniciens et les intellectuels ?) qu'il doit faire une bonne analyse de la société gaulliste (mais qui en propose une mauvaise ?); qu'il ne doit pas lier automatiquement la fin de la guerre d'Algérie et la chute du gaullisme (mais qui fait cette liaison ?).

Je regrette d'autant plus ce procédé que je crois qu'une discussion de fond enrichirait le parti et l'aiderait à gagner un certain nombre d'éléments hésitants qui se tiennent à ses frontières.

J'entends bien que la démagogie qui sévit chez nous n'est pas seulement une démagogie « de droite » et qu'il existe aussi une démagogie « gauchiste » à laquelle je ne veux faire aucune concession car elle nous réduirait bien vite à l'état de ces sectes qui ont longtemps vibronné en marge du parti communiste et de la S.F.I.O. Mais les faiblesses des uns n'excusent pas les erreurs des autres. Si nous voulons être un parti majeur, un parti responsable, il faut avoir le courage d'aborder de front les difficultés.

Et c'est pourquoi je voudrais parler aujourd'hui d'une question qui préoccupe beaucoup de camarades mais que nous n'avons pas encore vraiment évoquée : celle de l'élection du prochain comité politique national. Nous arrivons à ce congrès avec des textes qui, amendés, corrigés et complétés recueilleront vraisemblablement une très large majorité des mandats. Comment élire sur cette base la nouvelle direction ? Va-t-on voir les pro-

blèmes personnels dominer les problèmes politiques ? Assistera-t-on à l'élimination plus ou moins avouée de telle ou telle composante du parti ?

Pour ma part, je tiens à indiquer dès aujourd'hui les principes qui me paraissent devoir présider à l'élection du C.P.N.

1° — Si le congrès approuve la ligne qui lui est proposée, alors il faut qu'il désigne les hommes qui lui paraissent le plus fermement disposés à l'appliquer. C'est le premier et le principal critère dont les délégués auront, à mon avis, à tenir compte.

2° — Ces hommes devront cependant être également choisis en fonction d'un certain équilibre entre les organisations dont la fusion a permis de créer le parti. Le temps viendra où nous n'aurons plus à nous préoccuper de ces différences d'origine. Mais ce temps n'est pas encore venu. Il importe donc que les désignations qui seront faites montrent qu'il y a une politique du P.S.U. et non pas une politique de l'ex-U.G.S. ou de l'ex-P.S.A.

3° — Si le courant animé par les camarades signataires de la motion HERNU-LE BRUN ne parvient pas ou ne cherche pas à obtenir 10 % des

mandats il doit néanmoins avoir une représentation au sein du futur C.P.N. Il va de soi que tous les camarades élus devraient s'engager formellement à respecter la discipline du parti.

4° — S'il est inévitable que le C.P.N. soit composé de militants de la région parisienne, le nombre de ceux-ci ne doit pas dépasser la trentaine (sur 55 élus). Comme le nombre des membres provinciaux du C.P.N. qui comptent faire à nouveau acte de candidature s'élève à 15, cela signifie que nous devrions avoir au moins 10 nouveaux élus présentés par les fédérations départementales.

5° — Il est enfin indispensable que la composition sociale du C.P.N. soit améliorée. D'où la nécessité de prévoir un nombre relativement important de candidatures émanant de milieux syndicalistes.

Notre parti est en pleine construction. Il est, par certains côtés, déjà solide et par d'autres, encore fragile. Il dépend de notre volonté et de notre sens des responsabilités de lui épargner des épreuves inutiles et d'en faire un instrument chaque jour plus homogène, plus cohérent et plus efficace.

Jean RABAUD :

Pitié pour le militant de base !

MOTIONS, commissions de résolutions, perspectives, processus, débats sur la procédure qui durent jusqu'à dix heures et demi du soir, discussions sur le principe des groupes de quartier d'autant plus insolubles et interminables qu'on a évité de se demander d'abord combien un groupe réel aurait d'adhérents et s'il trouverait une salle de réunion, est-ce cela qu'est venu chercher à sa section le travailleur qui n'avait jamais milité, qui est venu au P.S.U. parce qu'un copain l'y a amené après la manifestation du 27 octobre, qu'il est contre la guerre d'Algérie, contre le système gaulliste, qu'il sent que la S.F.I.O. est opportuniste et que le P.C. l'a rebuté, mais qui n'en sait pas davantage, avec toute sa bonne volonté ?

J'essaie de me mettre à sa place. Il lit la Tribune : est-ce qu'une étude sur les origines de la Compagnie minière du Haut-Katanga, si solide et pertinente soit-elle, lui donnera envie de passer le journal à un camarade de travail ? Aborde-t-il, dans son zèle, la lecture du « Courrier du P.S.U. » et du Bulletin intérieur de sa Fédération ? Croit-on qu'il va s'y reconnaître au milieu des paragraphes des projets de résolution, des « disjonctions refusées », des « sur la base de l'action large dans les masses » ?

Pitié pour le militant de base ! Et attention à l'avenir du Parti qui n'est pas — pas encore — un grand parti, mais qui ne doit pas se complaire aux « jeux, poisons et délices » des sectes, d'autant plus, Dieu merci ! qu'il n'en est pas une non plus.

Le P.S.U. se porte bien. Il n'a pas lieu d'être mécontent de ce qu'il a fait depuis une petite année d'existence consécutive à la fusion. Qu'il ne tombe pas pour autant dans la complaisance, le repli sur soi, la logomanie satisfaite, la révolution sur le papier, la boueotte structurelle. Qu'il tienne les fenêtres ouvertes. Il sait parler au dehors, dans ses meetings, sur ses affiches un langage que les travailleurs commencent à comprendre. Qu'il évite, dans ses réunions et ses documents internes, d'ennuyer et de jargonner.

Et puis que, sous prétexte de recherche d'efficacité, il évite l'atomisation. Les petits groupes, soit de quartier, soit d'entreprise, sont utiles, indispensables souvent pour la propagande et pour certaines formes d'action. Ils sont impropres à la circulation des courants d'idées, à la discussion des grands problèmes. Ils risquent, s'ils se substituent en fait aux sections, de faire s'étioiler la vie politique et de provoquer la substitution d'une hiérarchie de secrétaires à la démocratie intérieure. C'est par le remplacement mécanique des sections par les cellules qu'a commencé autrefois en France la sclérose du Parti communiste.

Enfin, que le parti s'interroge. Quand il a proposé aux molletistes et aux communistes de se rallier en commun au boycott du référendum, il ne défendait pas la seule solution d'un expédient tactique : le mot d'ordre était juste en soi. Il avait l'avantage, n'étant pas le OUI, de nous dégager de toute complaisance envers le système gaulliste; n'étant pas le NON, de nous épargner les affirmations hasardeuses telles que celle-ci, produite par la Tribune Socialiste en sa première page à la veille du scrutin : « nous sommes persuadés que de Gaulle n'est pas encore disposé à discuter avec les Algériens ».

Le NON pour le 8 janvier 1961, au surplus, n'a pas rallié les forces ouvrières et syndicales qui s'étaient prononcées contre la constitution de la V^e. Au moment même où nous nous prononçons pour lui, la minorité de la C.G.T. se battait pour essayer d'empêcher la Centrale d'engager ses adhérents dans le vote. Les enseignants évitaient de prendre parti. Nous écorchions de la sorte le précieux capital de sympathie dont nous bénéficions dans les syndicats.

On ne palliera pas de semblables erreurs par des résolutions sur l'implantation dans les entreprises, ni par des trucs d'organisation. Le rapport moral et la résolution du C.P.N. ne traitent pas ce problème; le Congrès devrait y pourvoir.

Courrier du PSU

N° 7-8 : 28 pages

- Documents pour le Congrès national.
- Tribune de discussion sur « la démocratie socialiste », (Charles LUSSY, Gilles MARTINET, André GARNIER, Pierre STIBBE, Claude BOURDET, Edouard DEPREUX).

Abonnement 1 an : 6 NF. C.C.P.
« Tribune Socialiste » Paris 5826-65,
54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE 15-04
SEMAINE DU 8 AU 15 MARS

TIREZ SUR LE PIANISTE

avec Charles AZNAVOUR
un film de François Truffaut

LES MARINES DE F. REICHENBACH

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

I.R.B., 60, rue René-Boulangier, Paris-X^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

« C. E. S. » PROGRAMME

● DEGRE SUPERIEUR

ATTENTION : Les cours du DEGRE SUPERIEUR se tiendront désormais Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris VII^e (M^o Bac), à 20 h. 30, les mardi et mercredi.

14 Mars :

SOCIOLOGIE ET MARXISME
avec Pierre Naville

15 Mars :

MARXISME ET ECONOMIE
POLITIQUE

par Victor Faye

● DEGRE MOYEN

Pour le DEGRE MOYEN, les cours restent 17, rue de Chaligny,

13 Mars :

ROLE POLITIQUE ET SOCIAL
DU COLONAT EN ALGERIE

par Yves Dechezelles

Pour tous renseignements : « C.E.S. »,
17, rue de Chaligny.

ENVOIS D'ESSAI GRATUITS

Liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « TRIBUNE SOCIALISTE ».

1^o M (prénom)

Adresse

2^o M (prénom)

Adresse

3^o M (prénom)

Adresse

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Adresse

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien 30 NF

Un an 19 NF

6 mois 10 NF

3 mois 5 NF

54, Bd. Garibaldi - PARIS (15^e) C.C.P. 58-26-65

ENVOI GRATUIT de PROPAGANDE

Je désire faire connaître Tribune Socialiste autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir exemplaires pendant quatre semaines (maximum 5 ex.)

à l'adresse suivante :

M (prénom)

LAICITÉ ET SOCIALISME

DECHEZELLES, FILIATRE, MARCUS, CABANEL, PRÉCIOZI et JOUFFA

Si IL est une préoccupation qui devrait être la nôtre au moment où va se tenir le premier congrès réel du parti, c'est bien d'abord de préserver le capital qu'il constitue déjà, tel qu'il est, dans la conjoncture actuelle, avec ses diverses composantes et les perspectives qui sont celles de notre charte commune.

Que le P.S.U. ait pu rassembler des militants appartenant aux diverses organisations syndicales et venant de milieux séparés par des barrières traditionnelles jusqu'alors considérées comme insurmontables, est-il besoin de revenir sur la signification de ce fait nouveau ? Mais, ou bien ce fait n'est qu'un accident de l'Histoire qui a fait se rencontrer momentanément des hommes mus avant tout par des réactions d'ordre moral devant des phénomènes tels que les guerres coloniales ; ou bien il s'agit d'un fait positif, résultat d'appréciations convergentes d'une période historique à laquelle ne correspondent plus les vieilles organisations politiques et point de départ de la construction d'un parti qui, prenant progressivement conscience des réalités économiques et sociales nouvelles, vise à s'insérer, en priorité, dans les couches de travailleurs dont les revendications et les luttes mettent le plus en cause les structures mêmes du régime capitaliste.

Et pourtant, il semble que des camarades posent certains problèmes dans un esprit qui vise beaucoup plus à faire jouer des réflexes conditionnels qu'à la volonté de faire craquer des barrières artificielles et de faire progresser la recherche.

Nous en prendrons un exemple dans la motion sur la laïcité dont Fallas a pris l'initiative au C.P.N.

La lutte pour la laïcité de l'École et de l'État se présente sous un triple aspect. Cette lutte vise tout d'abord à organiser la résistance aux atteintes déjà portées à la laïcité sous la IV^e République mais que le régime gaulliste a considérablement accentuées. Sur ce point, le P.S.U. dès sa naissance a pris nettement position de même que l'avaient fait auparavant le P.S.A., l'U.G.S. et Tribune

du Communisme : affirmation de principe de la séparation des églises et de l'État, abrogation de toutes les lois anti-laïques, attribution de fonds publics aux seuls établissements publics, aucun militant du parti n'a jamais songé à remettre en cause ces éléments de notre programme. Est-il besoin d'ajouter que le parti ne se borne pas, dans ce domaine, à des affirmations de principe mais qu'il doit contribuer à animer la lutte par la présence de ses militants dans les comités laïcs et aussi par la collection méthodique des faits et la découverte de nouveaux moyens d'action.

Mais il faut bien voir que ce combat n'est pas séparable de la lutte générale contre le système gaulliste et plus profondément contre le régime capitaliste. L'année 1960 a été caractérisée par les grandes manifestations laïques qui sont déroulées dans tout le pays sous l'égide du C.N.A.L. ; nous assistons aujourd'hui à un certain essoufflement de l'action que nous espérons bien voir se ranimer. Mais nous savons que si l'action laïque peut ralentir et entraver les entreprises du Pouvoir et de l'Église contre l'École Publique, elle ne peut, à elle seule, en triompher. Ce n'est que dans la mesure où les masses populaires seront entraînées dans un mouvement social général qu'apparaîtra la possibilité de supprimer avec le régime lui-même les lois anti-laïques et d'annihiler leurs conséquences. Et le processus qui aboutira à la mobilisation des masses populaires les plus larges a commencé ou commencera dans des secteurs qui sont le plus souvent soit les plus avancés, soit les plus arriérés de la production industrielle ou agricole. Dans ces secteurs, les couches sociales intéressées prennent conscience de la nécessité de solutions qui vont ou peuvent aller dans la voie du socialisme. Or, certaines de ces couches, comme par exemple dans certains départements de l'Ouest où de jeunes paysans font des expériences collectives du plus grand intérêt, ne sont pas sensibles à la propagande laïque. C'est seulement à travers le mouvement des luttes ouvrières et paysannes, qui suscitera un sentiment et des liens de solidarité entre travailleurs et jettera un pont au-dessus des opinions philosophiques et des

croyances religieuses, que ces couches peuvent être amenées à comprendre le nécessaire caractère laïc d'une démocratie socialiste.

C'est tout le problème de notre stratégie qui dans ses lignes essentielles est définie par la motion d'orientation adoptée par le C.P.N. Or, ni par son contenu, ni par sa tonalité jacobine, le texte « FALLAS » ne se relie à cette stratégie. L'on retrouve même la signature de l'un de ses coauteurs au bas du texte intitulé « une planification des efforts » qui implique une orientation et une stratégie absolument différentes.

Bien mieux, cette résolution, en mettant l'accent sur la restauration de la laïcité de l'École et de l'État laisse dans l'ombre un aspect essentiel de notre programme dans ce domaine. Car il ne s'agit pas seulement de restaurer la laïcité mais de lui donner un contenu nouveau et beaucoup plus ample.

En effet, l'élaboration d'un programme conforme à nos objectifs doit s'orienter dans une triple direction. Comment permettre l'accès de tous les enfants, à égalité de capacité, aux différents degrés de l'enseignement ? Comment réaliser la gestion démocratique de ce service public et le rendre indépendant de l'État, des Églises et du patronat ? Quelles transformations opérer dans l'organisation et les programmes de l'enseignement pour satisfaire aux besoins culturels de l'ensemble du peuple et aux besoins techniques d'une société industrielle moderne ?

Il est vrai que le Comité National d'Action Laïque a donné à certaines de ces questions un commencement de réponse mais son programme n'est encore qu'une ébauche. Le Parti ne peut pas plus s'en remettre une fois pour toutes au C.N.A.L. dans ce domaine qu'aux syndicats dans les autres domaines. Les solutions que nous aurons à proposer sur le problème de la laïcité devront être reliées à notre programme d'ensemble. S'il faut présentement opposer aux entreprises dirigées contre l'École Publique la résistance de tous les laïcs c'est finalement dans la mesure où se réalisera le plus large front socialiste que pourra être édictée un type de démocratie conforme à nos objectifs sur ce plan comme sur les autres. Mais

cela suppose une conception ouverte et dynamique de la laïcité indissociable de la lutte de classes. Et cela exclut au contraire la conception étroite et figée de ces champions intransigeants de la laïcité qui au nom d'une philosophie abstraite qu'ils opposent comme dogme à d'autres dogmes, l'entourent d'un mur de suspicion et de méfiance.

En vérité, il en est de la laïcité comme du reste du programme. Tout dépend de la perspective qui l'éclaire. Ou bien le parti se donne pour objectif de restaurer la république parlementaire en tentant de l'améliorer et de lui donner une teinture socialiste. Ou bien son objectif, c'est la conquête du pouvoir par les travailleurs et l'édification d'une démocratie socialiste. Le contenu et l'esprit du programme seront très différents selon qu'on se placera dans une perspective ou dans l'autre.

Au surplus, un programme réellement socialiste s'élabore d'une certaine façon. Il suppose, certes, la connaissance des structures et des mécanismes économiques ainsi que des techniques de production. Mais il suppose également que nos militants, chacun dans sa sphère, soient présents dans les luttes des différentes catégories de travailleurs ; qu'ils suivent de près et si possible qu'ils animent les expériences que font certains groupes sociaux en raison des conditions particulières dans lesquelles ils se trouvent placés et qui les font évoluer vers le socialisme ; que les commissions d'études et d'action du parti à leurs divers échelons, puissent disposer d'une riche moisson de faits qui serviront à l'élaboration d'un programme étroitement lié à la réalité sociale.

C'est tout le problème de la pénétration et de l'implantation du parti dans les divers milieux socio-professionnels. C'est le problème de sa structure. Notre propos n'est pas de l'aborder ici. Mais c'est le problème-clé sur lequel le Congrès aura à se prononcer. Nous croyons que les propositions contenues dans le point 6 de la résolution du C.P.N. y apportent une réponse forcément provisoire et incomplète mais juste. C'est dans ce sens qu'est la voie de développement du parti.

LES CROISÉS DU "SOCIALISME OUVERT"

DEPUIS des semaines, dans de nombreux organes de presse, C. Suffert et Ch. Henu mènent une croisade pour un changement radical de l'orientation de notre Parti. Il s'agit d'en finir avec des rêves révolutionnaires, pour en venir enfin à des objectifs sérieux.

L'essentiel, Henu le définit dans Le Monde : « Travailler pour l'avenir à la préparation d'un parlementarisme présidentiel » et il rappelle que, dès 1955, il préconisait une « république autoritaire et populaire ». « Ce devrait être la tâche du P.S.U. d'acclimater ces évidences qui ont déjà la faveur populaire. (« Il y a, dans le cœur de chaque Français, un peu de bonapartisme », explique-t-il dans Tribune Socialiste.) Nous souhaitons que ce soit là le combat de tous nos amis partout où ils se trouvent, afin de renouveler complètement le pays où nous vivons. » Et notre pèlerin de mener le bon combat partout où il peut : au Jacobin, dans Le Monde où il rejoint Duverger, au Courrier du Parlement de l'U.N.R. où ses idées là-dessus ne rencontreront pas beaucoup d'opposition et, avec beaucoup plus de prudence, au sein du P.S.U. où elles en rencontreront davantage.

Si nous refusons de suivre le nouvel évangile présidentiel, les conséquences seront pourtant épouvantables : « Si les hommes de gauche ne le comprennent pas, ils se rendront coupables de ce gauchisme ridicule dont parlait G. Suffert, ce gauchisme qui ne serait alors qu'un spasme d'agonisant. »

Pour éviter les spasmes de l'agonie, il faut se battre pour de grands objectifs.

Le premier objectif est celui des élections : « Les États Généraux de la France, dit Henu, qu'il faut d'ici deux ans préparer. » « Dans deux ans, la bataille », telle est aussi la conclusion de l'article de Suffert dans France-Observateur, l'article du « renouveau » dont on n'a pas assez vu que les perspectives qu'il aurait étaient essentiellement électorales — ce qui n'est pas tellement nouveau.

« Les Français veulent choisir eux-mêmes leurs gouvernants, rester en contact avec eux. » (Henu). Voici le deuxième grand objectif : celui du scrutin d'arrondissement cher au parti radical. Enfin, le troisième grand objectif : « Je ne suis pas scandalisé par le fait que le chef de l'exécutif ne soit pas nommé par le Parlement », dit Suffert. « Parlementarisme présidentiel ! » réclame Henu remarquant en passant que P. Mendès-France « incarne la gauche ». C'est l'objectif du chef prestigieux.

Tels sont les objectifs grandioses et nouveaux sur lesquels ouvre le « socialisme ouvert » !

Nous voilà loin de la Charte d'Unité et de ses billevesées, des mesquines batailles du programme de transition et des utopies anticapitalistes. Ce qui im-

porte, ce sont « les troupes potentielles » qu'on peut mobiliser, pour parler comme G. Suffert (pour lui, à en juger par son article de France-Observateur, cette pièce se trouvera essentiellement dans les grandes formations d'origine catholique).

Ce qui importe, c'est de changer la nature du Parti. Henu s'exalte devant « le bouillonnement... des clubs, des sociétés de pensée, des ligues ». « A-t-on songé, nous demande-t-il dans T.S., « que si notre parti devient celui d'un « socialisme ouvert », c'est en son sein que les petits mouvements auront leur place ? »

Transformé en fédération de clubs, le P.S.U. deviendrait « un parti ouvert, capable de gouverner le pays, d'apporter des solutions originales ». Suffert suggère que les dirigeants des syndicats y aient, en tant qu'alliés, « pouvoir délibératif lors des décisions-clés. Un tel parti aurait pour tâche de fournir à son chef prestigieux son brain trust et ses collègues d'affiches. La « constante discipline » pourrait y être aussi soupçonnée « adaptée aux réalités » que la discipline de Suffert à l'égard du P.S.U.

La critique de la résolution d'orientation

Nous reconnaissons volontiers une certaine cohérence à une telle orientation. Mais il n'y a rien de commun entre elle et celle du C.P.N. Ce qui est étrange, c'est qu'un certain nombre de membres du C.P.N. qui ont voté la résolution d'orientation du C.P.N. aient signé avec Henu et Suffert un texte qui critique fondamentalement cette résolution, sous prétexte de « planifier les efforts ».

Cette critique ne manque pas de tranchant (« insuffisamment étudiée ; superficiel, pétitions de principes ; ridicule, vues trop étroites... »). Elle est beaucoup moins claire, beaucoup plus allusive, dans l'exposé des divergences réelles. Or, ces divergences sont fondamentales.

● SUR LA NATURE DU SOCIALISME. — Nous disons que ses traits fondamentaux correspondent à l'évolution actuelle du monde capitaliste et que nous ne pourrions nous en débarrasser que par une lutte pour le socialisme. Suffert explique que la Constitution de 1958 « comporte toute une série de traits qui correspondent en fait à l'ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES MODERNES ». Ce n'est pas un hasard s'il a voté OUI au dernier référendum, ni s'il propose au P.S.U. de constituer un « shadow cabinet ».

● SUR LE NEO-COLONIALISME. — Il ne s'agit pas de mesurer la part qu'il faut « imputer à la philosophie (sic!) de la

société capitaliste » dans les échecs de la décolonisation. Le texte nous appelle à considérer l'œuvre décolonisatrice des conservateurs anglais et du gouvernement gaulliste. Or nous, nous nous refusons à idéaliser cette politique. Nous savons qu'en l'absence d'un régime socialiste dans nos pays, les pays nouvellement indépendants ne peuvent pas se passer de l'aide capitaliste. Mais nous voulons les aider à lutter contre la nouvelle forme d'exploitation coloniale que revêt cette « aide ».

● SUR L'APPRECIATION DU CAPITALISME. — Pour justifier une politique réformiste, Henu, Suffert et leurs amis exagèrent la stabilité du capitalisme en mettant l'accent sur les seuls rythmes d'expansion. Or, cette expansion ne le renforce pas nécessairement. Elle met en évidence ses contradictions ; l'inadaptation de son système pléthorique de distribution (un quart de revenu national), l'inadaptation de ses structures paysannes, sans compter les conséquences éventuelles de la décolonisation (comme on l'a vu en Belgique). Ces développements rendent possible une prise de conscience socialiste dans des couches décisives de travailleurs qui comprennent de plus en plus la nécessité d'une économie planifiée au service des producteurs. Il ne s'agit pas pour nous de « prévoir » la faillite du régime, mais de la précipiter, en facilitant la prise de conscience des masses populaires.

● SUR LA NATURE DES LUTTES ACTUELLES. — Nous ne disons nulle part que la fin de la guerre entraînera l'effondrement du régime. Si de Gaulle réussit à trouver un compromis, il en tirera au contraire, pendant un certain temps, un bénéfice dans l'opinion. Mais, à terme, la situation nouvelle peut amener une accentuation de l'actuel déplacement des rapports de force en faveur de la gauche. A condition qu'il existe une perspective de remplacement du régime. C'est cette perspective contre laquelle les signataires essaient leur ironie et que nous entendons ouvrir par le Front socialiste et la mise en œuvre d'un programme de transition.

● SUR LE PROGRAMME DE TRANSITION. — Les signataires se gaussent d'un tel programme de transition « dont l'application ne peut se concevoir si l'avenir socialiste que l'on nous annonce (sic!) est aussi proche ». Et ils conseillent de s'entendre plutôt avec les dirigeants syndicaux sur « des perspectives de large accord », c'est-à-dire sur un programme minimum comme on en a tant connus et dont l'objectif est essentiellement de favoriser les combines électorales. Mais précisément, le programme de transition dont le Congrès aura à indiquer les grandes lignes, vise à un objectif tout différent : élaborer avec les syndicats et les

Yvan CRAIPEAU :

Yvan CRAIPEAU : "SOCIALISME OUVERT"

partis ouvriers un programme dynamique d'action pour aider les masses populaires, en partant des nécessités actuelles, à briser les cadres du régime capitaliste.

● SUR LES ALLIANCES. — Là-dessus, le texte est plus énigmatique que partout ailleurs. Aussitôt après avoir indiqué que la situation n'est pas révolutionnaire, ils disent de notre action qu'« elle doit tenir compte de la force réelle du P.C. par rapport aux autres éléments faibles, divisés et désabusés de la plus grande partie de la gauche ». Ce sont les arguments dont se sont toujours servis les réformistes pour prétendre que l'unité d'action n'est pas possible avec un P.C. « trop fort » et pour ouvrir la voie aux essais successifs de troisième force. En janvier, certains dirigeants syndicaux se sont engagés sur cette voie, jusqu'à ce que leur base leur ait donné un coup d'arrêt. Si Henu et Suffert se désolidarisent de cette politique, ils doivent le dire clairement. Sinon, c'est aux militants de juger.

● SUR LA CHARTE D'UNITÉ. — Henu, Suffert, Laval et Seurat feignent de croire que Depreux propose comme « mots d'ordre » centraux... « l'essoufflement du capitalisme » et « la volonté révolutionnaire des socialistes authentiques ». C'est nous prêter une position d'autant plus facile à combattre qu'elle est absurde. Nous ne disons pas que ce sont des « mots d'ordre ». Depreux et nous tous disons que toute notre politique, toutes nos propositions d'action sont commandées par notre volonté révolutionnaire de briser le régime capitaliste ; que nous devons sans cesse montrer concrètement comment les structures mêmes du capitalisme s'opposent à toute libération des travailleurs, des paysans, des intellectuels, des étudiants et de la jeunesse. Or, ce n'est pas là une orientation de telle ou telle direction du P.S.U. Ce sont les principes mêmes de notre Charte d'Unité.

« Les batailles partielles pour telle réforme démocratique et sociale, ou tel succès électoral, doivent toujours être envisagées en fonction de la conquête du pouvoir par les masses travailleuses. »

Les critiques de la droite visent en fait à remettre en question les principes fondamentaux du Parti. Ces camarades doivent avoir le courage de le dire clairement.

Or, après avoir mis en cause l'ensemble des perspectives et l'orientation du C.P.N. et même les principes fondamentaux du parti... ils se contentent de proposer des amendements à la résolution d'orientation. Une telle attitude est proprement déloyale à l'égard des militants. La droite doit clairement appeler le parti à choisir entre ses conceptions et celles du C.P.N. Le moment est venu de mettre « cartes sur tables », comme écrivait Suffert. Le parti jugera.

Le Front Socialiste, qu'est-ce que c'est ?

par Claude BOURDET

Les discussions préalables au Congrès du PSU ont montré que la notion de « Front Socialiste », exposée dans la résolution soumise au Congrès, y avait été trop brièvement décrite et n'évoquait pas pour tous la même idée, ni toujours une idée très précise.

C'est si vrai, que dans le groupe d'amendements présenté par Charles Hernu et ses amis, le contenu du « Front Socialiste » disparaît presque intégralement, alors que ces camarades conservent curieusement une dénomination qui n'a alors pratiquement plus de sens.

Ayant été l'un de ceux qui, dans les discussions préliminaires à la rédaction de cette résolution, ont le plus insisté sur le rôle nouveau des syndicats dans l'alliance, je voudrais exposer comment, personnellement, je vois le Front Socialiste, et comment il se distingue du « Front Populaire » classique.

LE FRONT SOCIALISTE a ceci de commun avec le Front Populaire qu'il ne comporte aucune exclusive à gauche, et qu'il ne peut être conçu que comme l'alliance de toutes les forces populaires, communistes compris. Mais ces forces y interviennent de manière différente, et les citoyens y sont regroupés d'avantage en tant que travailleurs qu'en tant qu'électeurs. Deux considérations fondamentales sont à l'origine de l'idée de Front Socialiste. La première, c'est que, d'ici de longues années, et au moins jusqu'à ce que le P.S.U. ait acquis une force comparable à celle du parti communiste, un Front Populaire classique, électoral et parlementaire sera une vue de l'esprit, parce que la peur de la prédominance communiste écartera de ce Front les formations du centre gauche, S.F.I.O., Radicaux et empêchera les couches moyennes et une fraction appréciable de la classe ouvrière de le porter au pouvoir. La seconde, c'est que le Front Populaire première manière, type 1936, n'est plus une majorité dans le pays à cause de la disparition en tant que phénomène global de la bourgeoisie de gauche; l'amenuisement des bases du radicalisme classique, incarnation politique de la bourgeoisie libérale, a été mis en lumière par les difficultés de Mendès-France; son adhésion au socialisme est la constatation de cette transformation. Par ailleurs, le Front Populaire type 1945, « tripartisme » incluant un parti démo-chrétien, n'est plus guère concevable, l'après-guerre ayant fait apparaître l'évolution vers la droite de ces partis dans toute l'Europe, et leur sensibilité aux influences les plus réactionnaires.

Cette situation fondamentale rejette dans le pur verbalisme toute évocation d'une prise de pouvoir parlementaire par la gauche, dans le style de la perspective icyllique dessinée par Garaudy, mettant en jeu un puissant parti communiste — un parti socialiste issu (horreur !) de la fusion de la S.F.I.O. et du P.S.U., et un grand parti chrétien « de gauche ». De tels rêves ne servent qu'à justifier l'inaction — et la pérennité d'une installation confortable dans l'opposition. Pour sortir maintenant (et non dans 10 ans) de cette impasse, il faut donc :

1° assurer une représentation des forces populaires différente de la représentation politico-électorale, reproduisant mieux l'équilibre réel dans le pays, et évitant la priorité écrasante du parti communiste;

2° Remplacer les « couches moyennes » petites-bourgeoises, électoralement structurées autour des « notables » républicains ou cléricaux, — et échappant ainsi à l'influence de la gauche — par les travailleurs manuels et intellectuels organisés dans leurs structures professionnelles propres : structures qui, même si elles « mordent » sur le milieu petit-bourgeois précité, permettent d'atteindre l'individu dans une autre fonction sociale et un autre état d'esprit.

C'est en réfléchissant à ce problème d'avenir que nous nous sommes aperçus qu'il s'était en fait, déjà posé dans le présent. Depuis plusieurs années, les seules grandes actions réussies contre la guerre d'Algérie, actions d'ordre éminemment politique, n'ont été possibles que lorsque les syndicats sortant de leur rôle professionnel en ont pris l'initiative, les partis politiques de gauche se ralliant ensuite. Le succès de ces opérations (les dernières étaient le 27 octobre et la déclai-

ration franco-algérienne) ne nous a sans doute pas laissé assez voir combien elles étaient nouvelles et inhabituelles, combien, en temps normal, c'eût été le rôle des partis de gauche de prendre de telles initiatives. Mais le meilleur équilibre réalisé entre communistes et non-communistes, la possibilité d'entraîner sous leur aspect syndical des centaines de milliers de travailleurs dont il n'est pas sûr que tous votent à gauche, a permis de réaliser une coalition qui, sur le plan strictement politique, eût été à la fois numériquement insuffisante, ou impossible à réaliser.

Pourquoi, dès lors, ne pas tenir compte de cette expérience et aller plus loin ? Pourquoi ne pas concevoir au cours de la période de réorganisation qui suivra la liquidation du gaullisme, et dès maintenant, une alliance organique entre toutes les forces populaires, syndicats, groupements agricoles d'esprit progressiste, organisations d'étudiants, mouvement coopératif, etc., une alliance à laquelle chacune de ces « parties prenantes » participerait à part entière ? Un tel « Front Socialiste », — ainsi désigné parce que, à la différence du « Front Populaire », aucune formation d'origine bourgeoise ou inter-classe n'en ferait partie, mais qu'au contraire toutes les formations spécifiques du monde du travail y participeraient —, représenterait l'ensemble des salariés et petits travailleurs indépendants du pays, intellectuels et manuels, « cols blancs » et « mains noires », dans une forme d'alliance telle que l'influence des états-majors de la classe dirigeante, patronat, technocrates, politiciens et journalistes chargés d'encadrer et de mystifier les masses, y serait la plus faible possible.

Les objections possibles

On peut naturellement élever toute une série d'objections, mais je ne crois pas qu'aucune soit définitive. La première qui vient à l'esprit est celle du rôle anormal ainsi dévolu aux organisations non spécifiquement politiques, et en particulier aux syndicats. Il faut remarquer d'abord que le cantonnement des syndicats hors de la gestion politique n'est pas une règle fondamentale du mouvement ouvrier mondial. En Grande-Bretagne, les syndicats et le Mouvement Coopératif font partie du Labour Party et participent donc directement au pouvoir quand le Labour l'exerce. Aux Etats-Unis, l'A.F.L.-C.I.O. s'engage de plus en plus dans les compétitions présidentielles. En France, « l'apolitisme » syndical est, d'une part une survivance des mythes de l'anarcho-syndicalisme, pour lequel la conquête directe du pouvoir pouvait être réalisée par la saisie des entreprises, d'autre part, une conséquence de l'intoxication par les idées de la bourgeoisie, pour laquelle évidemment, le syndicat n'a le droit (et encore !) que de s'occuper de sa profession; enfin, un reflet des méfiances suscitées par la conception du Parti Communiste Français du syndicat « courroie de transmission » du parti. Mais à toutes les époques tant soit peu révolutionnaires, les syndicats, bon gré mal gré, ont dû prendre leur part des responsabilités politiques : présence de la C.G.T. au Front Populaire de 1936, de la C.G.T. et de la C.F.T.C. au C.N.R. de 1943-44. Et c'est évidemment le retour à la vie parlementaire normale, la mort des comités du Front Populaire, la mise en sommeil du C.N.R. et des comités de Libération qui ont liquidé le « ministère des masses », et avec lui toute chance de transformation plus complète.

Certains peuvent aussi craindre qu'une participation organique des syndicats à l'action politique et éventuellement au pouvoir, ne tende à confondre, un jour, le syndicalisme et l'Etat, alors qu'un de nos différends profonds avec le stalinisme vient de ce que nous ne pensons pas qu'un Etat même issu de la classe ouvrière se confonde avec la classe ouvrière, le phénomène de représentation et de délégation inhérent à toute démocratie provoquant une transformation de la nature même du pouvoir délégué; dès lors, le syndicat reste dans une société socialiste l'instrument de

défense des travailleurs contre le pouvoir économique et politique, y compris contre l'Etat émanant d'eux-mêmes. Seulement, il s'agit là de considérations visant l'avenir, un avenir, au surplus, où la gestion de l'économie par les travailleurs, et le pouvoir politique qui en découle en haut de la pyramide, sera organisé sur une base différente de la base syndicale : comités de gestion d'entreprises, comités de communes, comités de branches et régionaux, qui laisseront subsister parallèlement l'organisation syndicale de défense des droits. Jusque là, et surtout dans la période critique où nous nous trouvons, et où il faut faire face à des difficultés immédiates et aux carences de la structure politique, nous pouvons bien demander que provisoirement, les syndicats se considèrent comme des organisations « omnibus » également chargées de tâches politiques.

Une objection plus pratique et plus proche est la suivante : Dans une telle collaboration avec les syndicats et les organismes similaires, les partis de gauche se trouvent en face de secteurs populaires dont plusieurs ne sont nullement révolutionnaires et sont à peine socialistes. Ne retombe-t-on pas, sous une autre forme, sur les vices même qui ont empêché le succès du Front Populaire et de la Résistance française ? Cette objection est valable — mais on peut y répondre, d'abord, que l'on ne peut pas faire que la structure sociale de la France soit autre qu'elle n'est. Il faudra toujours composer avec des couches de la population moins socialistes que nous. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'éviter que la forme même de l'alliance nous amène à passer — comme c'est le cas pour le Front Populaire — par les états-majors électoraux que la bourgeoisie a mis peu à peu en place depuis cent cinquante ans pour canaliser les masses à son profit. Toute alliance avec les partis bourgeois, même libéraux, est frappée de ce vice. Une alliance avec les syndicats, même peu progressistes, est moins perméable à l'action de la bourgeoisie.

Un réseau de « Comités de Front Socialiste »

Et surtout, il y a dans une telle alliance « inter-travailleurs » un phénomène de multiplication, de transformation de la quantité en qualité, une « activation » des éléments retardataires par les éléments plus avancés qui sont malgré tout socialement leurs frères et parlent le même langage. Une telle activation se produira d'ailleurs encore plus directement dans les regroupements régionaux et locaux, où souvent les animateurs des syndicats sont beaucoup plus « à gauche » que leur direction. Si nous arrivions à couvrir la France d'un réseau de comités de « Front Socialiste », il est probable que l'élaboration du programme commun porterait vite des traces de cette activation, et que des groupements qui évoluent déjà d'eux-mêmes vers la gauche (exemple les Jeunes Agriculteurs) auraient une évolution accélérée, cependant que d'autres, qui sont politiquement endormis depuis de longues années (Mouvement Coopératif) retrouveraient le souvenir de leur origine.

Bien entendu, l'objection la plus sérieuse c'est... qu'il ne suffit pas que le P.S.U. soit seul à avoir ces idées. Mais il faut remarquer que l'idée d'un rôle politique complet des syndicats fait son chemin dans le milieu syndical lui-même; nous aurons à y vaincre les réticences de la droite syndicaliste qui sait parfaitement qu'elle peut être emportée par l'activation des militants, et par le climat nouveau que ces conceptions peuvent faire régner en milieu ouvrier. Mais nous y aurons de nombreux alliés, et si le parti lance sa propagande sur ce thème, le progrès peut être rapide.

Il faudra aussi convaincre la direction du parti communiste qui craint de voir s'effriter, dans un tel front, son mythe traditionnel du rôle directeur du « parti de la classe ouvrière », et en même temps a peur de voir s'effectuer, grâce à un tel regroupe-

ment, toute une mobilisation des structures organisationnelles et idéologiques, une mise en marche du monde du travail, posant chaque jour des problèmes nouveaux et l'empêchant de continuer à somnoler, sous l'alibi d'une révolution lointaine. Mais précisément, parce que le parti communiste est vraiment un parti ouvrier, il ne peut se dérober à cette expérience, si désagréable soit-elle pour lui, une fois qu'elle sera mise en marche. C'est un peu, en plus grand, l'affaire du 27 octobre. Nous devons donc porter notre effort sur les milieux non-communistes, en évitant seulement que l'affaire ne dévie, sous l'influence de l'anti-communisme des uns et des réticences du P.C.F., vers une opération « troisième Force ».

Enfin, au sein de notre propre parti, nous devons aussi clarifier nos idées. Il est très clair que pour tous ceux de nos camarades qui songent à retourner à une « quatrième améliorée », comme pour ceux qui croient à la conformité fondamentale du gaullisme avec les besoins du capitalisme moderne, et qui se préparent donc à s'installer dans une « cinquième améliorée » en se couvrant, eux aussi, de l'alibi scintillant d'un futur passage au socialisme, la notion de Front Socialiste n'a pas beaucoup de sens. Pour les uns et les autres, il ne peut s'agir que d'un système de consultation, « merci très bien et vous », par lequel les partis politiques viendraient « prendre langue » avec les syndicats, se faire l'écho de leurs revendications, etc... A quoi d'autre pourrait servir le Front Socialiste dans une république (parlementaire ou présidentielle) bourgeoise ?

Et comment les ouvriers s'y intéresseraient-ils ? Autant ne pas en parler.

Sans doute, le Front Socialiste ne sera pas tout à fait inutile dans ces hypothèses. Mais son rôle sera limité dès maintenant et rapidement liquidé dans l'avenir s'il n'a pas pour objectif délibéré d'assumer dans toutes les hypothèses la prise du pouvoir à un moment donné. Ce qui suppose que l'on n'exclut pas a priori l'hypothèse qui fait ricaner certains de nos camarades et en horrifie d'autres, d'une liquidation brutale du régime avant, au moment de, ou immédiatement après la fin de la guerre d'Algérie. Hypothèse dans laquelle le Front Socialiste prendrait tout son sens, car il constituerait pour la population la seule solution nouvelle de rechange, la coalition assez forte et dynamique pour mettre à la raison le regroupement droite-armée immédiatement resurgi, il apporterait la véritable « alternative socialiste » sans domination communiste, il serait plus réaliste que tous les « shadow cabinets ».

Or préparer cette hypothèse-là impose un certain état d'esprit de rigueur et d'urgence, met fin à cette espèce d'attentisme béant dans lequel la gauche elle-même s'est laissée prendre, et constitue, pour de nombreux syndicalistes, la seule justification d'une transformation politique du rôle de leurs syndicats, à laquelle ils sont encore mal préparés. Peut-être cette hypothèse ne se produira-t-elle pas. Peut-être verrons-nous durer un régime gaulliste à peine modifié ou glissera-t-il sensiblement vers une république parlementaire. Mais même alors — si nous sommes socialistes — nous continuerons le combat sous une forme nouvelle, nous nous préparerons à de nouvelles crises du capitalisme, nous chercherons le défaut de l'armure et nous nous efforcerons de maintenir et de développer dans cette situation le Front Socialiste édifié aujourd'hui. Ajoutons que cette édification, favorisée aujourd'hui par une perspective de lutte à court terme, peut au moins améliorer le rapport de forces et contribuer à « socialiser » tant soit peu un gaullisme qui durerait ou une République qui se rétablirait. A chaque jour suffit sa peine. Il suffit, aujourd'hui, de prévoir le plus urgent.

Et cela suppose évidemment que l'on ne considère pas d'ores et déjà, comme le font certains camarades, la guerre d'Algérie comme terminée, cela exige que l'on pousse au contraire par tous les moyens le régime, bon gré mal gré, vers la paix, s'il cherche encore à manœuvrer pour l'éviter, ou vers une paix plus rapide, plus complète, plus démocratique, s'il y est résigné.

Cela aussi, c'est la première tâche du Front Socialiste.